

2m 11.3496.2

Université de Montréal

Le Commissariat général à l'information
comme agent de renforcement
du moral français

par

Sébastien Boivin

Département d'histoire
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la faculté des études supérieures en vues de l'obtention
du grade de M.A. en histoire

Décembre 2006

Sébastien Boivin, 2006



D

7

US4

2007

V.010

Direction des bibliothèques

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Page d'identification du Jury

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

**Le Commissariat général à l'information
comme agent de renforcement
du moral français**

Présenté par :

Sébastien Boivin

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Paul Létourneau

.....

Président-rapporteur

Samir Saul

.....

directeur de recherche

Yakov Rabkin

.....

membre du jury

Mémoire accepté le : 22 FEV. 2007

Le résumé en français et les mots clés

La France compte parmi les vainqueurs de la Grande Guerre. Elle dut cependant payer cher pour cette victoire. L'enchaînement des événements entre 1918 et 1939 a largement affecté le moral collectif du pays. Les contrecoups de la Première Guerre mondiale, la guerre d'Espagne et Munich sont des événements qui, à l'aube du Second conflit mondial, reviennent hanter les Français. Afin de préserver le moral de la nation, le gouvernement d'Édouard Daladier annonce, le 29 juillet 1939, la constitution du Commissariat général à l'information. Sous la responsabilité de Jean Giraudoux, la propagande française doit alors galvaniser l'opinion publique. Quelle fut, malgré la défaite de 1940, la prestation du Commissariat général à l'information et de son haut-commissaire ? Le bilan de l'information et de Giraudoux est loin d'être aussi négligeable qu'on le laisse entendre. L'auteur d'*Électre* était au courant des problèmes du Commissariat mais n'eut jamais l'autorité nécessaire pour y remédier. Dépourvu de tout pouvoir, Giraudoux n'influe que très peu sur la propagande française. Il ne peut qu'assister, à titre de "spectateur privilégié", à la débâcle 1940. Quant au Commissariat général, il fait office d'organisme administratif. Sans réel pouvoir et tributaire du président du Conseil, il agit de façon tantôt positive, tantôt négative, plus particulièrement dans le sens de l'illusion, de la peur et de l'angoisse qu'inspiraient les coûts d'une nouvelle guerre. La propagande française a, en définitive, reflété l'état d'esprit d'une majorité de Français, ainsi que celui de son véritable inspirateur : Daladier.

Mots clés : France - défaite française - Deuxième Guerre mondiale - moral - propagande - Commissariat général à l'information - opinion publique - presse.

Le résumé en anglais et les mots clés

Although France was among the victors of World War I, its victory was costly. The sequence of events that took place from 1918 to 1939 shook the morale of the country. The aftermath from World War I, the Spanish Civil War and the Munich agreement haunted the French, at the dawn of the Second World War. In order to raise the nation's morale, the Daladier government announced, on 29 July 1939, the creation of the *Commissariat général à l'information*. Under the authority of Jean Giraudoux, French propaganda aimed to stimulate public opinion. What was, in spite of the defeat in 1940, the role of the *Commissariat général* and its high commissioner? The performance of French propaganda was far from negligible. Giraudoux knew the problems of the *Commissariat général* but never had the authority to take action. Lacking power, Giraudoux had little influence. He could only watch as a privileged spectator the 1940 downfall. As for the *Commissariat général*, it remained an administrative tool. With no real power and dependent on the Prime Minister, its actions were sometimes positive, sometimes negative, and mostly subordinated to the illusions, fears and distress that a new war inspired. French propaganda reflected the feeling of the vast majority of the French people but more so its real source, namely Prime Minister Daladier.

Key words : France - French defeat - Second World War - propaganda - public opinion - press - *Commissariat général à l'information*.

Table des matières

Page d'identification du jury	ii
Résumé en français et mot clés	iii
Résumé en anglais et mot clés	iv
Liste des sigles et abréviations	vi
Remerciements	vii
Introduction	1
<u>Chapitre 1 : L'esprit français devant l'adversité de l'entre-deux-guerres</u>	
1.1 Traumatisme et division : le legs d'une boucherie	12
1.2 L'Espagne et l'engrenage de la peur	14
1.3 Édouard Daladier et l'union nationale	16
1.4 Munich : la démission d'un peuple	18
1.5 La grève de novembre et l'incapacité de s'unir	20
<u>Chapitre 2 : Le Commissariat général à l'information : origine et structure</u>	
2.1 L'historique d'une propagande	23
2.2 Giraudoux, haut-commissaire	27
2.2.1 Le diplomate	28
2.2.2 Bonnet, Daladier et Giraudoux	29
2.2.3 Justice pour Giraudoux	30
2.3 Anatomie de quatre services d'information	36
2.3.1 Conciliation presse-censure	37
2.3.2 La radio	40
2.3.3 Le cinéma	43
2.3.4 La photographie	44
Le Commissariat général : Postface	44
<u>Chapitre 3 : La drôle de guerre à travers le prisme de l'information</u>	
3.1 Mobilisation ou résignation	48
3.2 La Pologne : premier affront	49
3.3 Pourquoi combattons-nous ?	54
3.3.2 Succès ou échec ?	59
3.4 Le temps des contraintes	61
3.5 Sauvons la Finlande	63
3.6 De Daladier à Reynaud	65
3.7 Le début des hostilités	68
Bilan d'une guerre sans bataille	71

Chapitre 4 : La fin des illusions

4.1 Le dernier leurre	73
4.2 Le choc du 16 mai	75
4.3 Un remaniement moral	76
4.4 Espoir et optimisme	77
4.5 L'effondrement	79
4.6 L'armistice	82
Conclusion	85
Bibliographie	89

La liste des sigles et des abréviations

AN : Archives nationales de France

CGI : Commissariat général à l'information

Remerciements

Je tiens d'abord à remercier ma mère, Suzanne Blain, sans qui ce mémoire n'aurait jamais vu le jour. Ton soutien inconditionnel, tout au long de mes études, m'a poussé jour après jour à me dépasser pour atteindre mes buts. Je suis reconnaissant à M. Samir Saul, directeur de maîtrise, et à toute l'équipe du département d'histoire de l'Université de Montréal pour leurs judicieux conseils et encouragements. Je ne peux passer sous silence l'aide de ceux qui ont bien voulu relire mes différents chapitres : André R. Laurin et Raymond Labelle. Un remerciement tout spécial à Catherine Labelle qui m'a supportée à travers cette belle aventure. Sans toi, tout ceci aurait été beaucoup plus ardu. Enfin, je tiens particulièrement à remercier mon père, Jean Boivin, décédé du cancer en 2000 qui, sans le savoir, a contribué à faire de moi l'homme que je suis aujourd'hui.

Introduction

“Le passé mental commande toujours notre présent, il le détermine [...]”¹. Si l’on accepte l’explication de l’historien Jean-Louis Crémieux-Brilhac, l’analyse de la défaite française de 1940 pourrait être faite à partir de l’opinion publique. On sait aujourd’hui que la défaillance psychologique de la France a ouvert la voie à la défaite militaire. Plus personne ne remet le lien en question. De Maurice Mégret en 1960 à Crémieux-Brilhac de nos jours, l’historiographie démontre bien cette réalité². L’enchaînement des événements entre 1870 et 1939 a largement affecté le moral collectif du pays. La défaite de Sedan de 1870, les contrecoups de la Première Guerre mondiale, la guerre d’Espagne et Munich sont des événements qui, à l’aube du second conflit mondial, reviennent hanter les Français. Incapable de défendre son territoire pour une seconde fois, la France est en six semaines défaite devant l’envahisseur nazi. Elle doit capituler le 17 juin 1940.

La France s’était-elle moralement préparée à l’épreuve ? C’est à la fin de la Première Guerre mondiale que la France prend les moyens pour y parvenir. Elle crée le 3 mai 1918 *le Centre d’action de propagande contre l’ennemi* sous l’autorité d’un *Commissaire général à la propagande*³. Les hésitations d’après-guerre empêchent cependant l’instauration concrète d’une entité capable de mobiliser l’opinion publique. La France des années 1920 et 1930 voit donc osciller ses valeurs, ses jugements et son moral au gré des grands bouleversements. Il faut attendre jusqu’au 29 juillet 1939,

¹ Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Les Français de l’an 40 tome I la guerre oui ou non ?, Paris, Gallimard, 1990, p. 20.

² Maurice Mégret, “Les origines de la propagande de guerre française : du Service général de l’Information au Commissariat général à l’information (1927-1940)”, Revue d’histoire de la Deuxième Guerre mondiale et des conflits contemporains, no. 41, janvier 1961, 27 p. et Ibid.

³ Mégret, loc.cit., p. 5.

sous le gouvernement d'Édouard Daladier, pour voir la création d'un Commissariat général à l'information⁴. Sous la direction du célèbre écrivain Jean Giraudoux, le CGI doit alors préserver et exalter la vigueur française.

Les états d'esprit qui ont précédé et accompagné la France dans la défaite étaient-ils touchés à un point tel qu'ils ne pouvaient être galvanisés ? Quelle fut, malgré la défaite, la prestation du Commissariat général à l'information et de son responsable Jean Giraudoux ? La majorité des historiens qui ont traité le sujet, comme Jean-Baptiste Duroselle et Henri de Wailly⁵, sont d'accord pour critiquer le travail de Giraudoux et du CGI. Personne n'a toutefois osé, jusqu'à présent, s'aventurer dans l'analyse des différentes actions entreprises par le Commissariat. Ce mémoire se consacre donc à l'étude du fond d'archives du Commissariat à l'information afin de déterminer et évaluer, événement par événement, l'efficacité ou l'inefficacité de la propagande française.

Le bilan du Commissariat général à l'information est loin d'être aussi négligeable qu'on le laisse entendre. Compte tenu de l'énorme tâche qui lui incombe, les résultats du CGI doivent être nuancés. Il lui faut, avec un budget limité et sans autonomie réelle⁶, contrebalancer sept ans de propagande allemande. Sans pouvoir politique et contrôlé par l'État-Major⁷, il ne fut pas à la hauteur des attentes, mais nullement indigne. Il fut notamment en mesure de conforter le désir politique de

⁴ Ibid.

⁵ Jean-Baptiste Duroselle, L'Abîme, Paris, Imprimerie nationale, 1982, 611 p., et Henri de Wailly, 1940 l'effondrement, Paris, Perrin, 2000, p. 100.

⁶ Élisabeth Du Réau, Édouard Daladier 1884-1970, Paris, Fayard, 1993, p. 319-320.

⁷ Crémieux-Brilhac, op.cit., p. 294.

rassemblement national et d'obtenir une certaine autodiscipline de la part des journaux français⁸. Toutefois, parce qu'il a été créé trop tard, un mois avant le début de la guerre, le CGI n'eut pas l'impact nécessaire pour redresser le moral affaibli du pays. Son commissaire, Jean Giraudoux, est néanmoins pointé du doigt.

On peut facilement jeter le blâme sur Giraudoux. Il était le garant du moral et il a échoué. Il faut cependant comprendre les raisons de cet échec. Comme le laisse entendre Duroselle dans *L'Abîme*, Giraudoux n'a rien d'un grand propagandiste⁹. Sa représentation de la France et de l'Allemagne est si éloignée de la réalité qu'il ne peut faire face à l'énorme machine de propagande allemande. Alors pourquoi avoir choisi Giraudoux à un tel poste ? Parce qu'il est attaché à la vision d'une France du passé et qu'à travers lui Édouard Daladier, le président du Conseil, peut contrôler l'information : "Son humanité pathétique fait de lui le porte-parole idéal d'un Daladier déchiré entre le devoir de guerre et le devoir de paix."¹⁰ Malgré les reproches, il faut reconnaître les réalisations de Giraudoux. C'est lui qui, après avoir refusé la structure initiale de l'information, crée de toutes pièces les cinq services du Commissariat et plusieurs centres départementaux. Il ne fut peut-être pas l'homme de la situation mais lorsqu'il quitta, en mars 1940, le nouveau ministère de l'Information français valait bien celui de l'Angleterre¹¹. L'appréciation du rôle de Jean Giraudoux à l'information doit donc être remise en contexte.

⁸ *Ibid.* p. 397.

⁹ Duroselle, *op.cit.*, p. 68-70.

¹⁰ Crémieux-Brilhac, *op.cit.* p. 285.

¹¹ *Ibid.* p. 294.

Cette étude sur le Commissariat général à l'information et l'opinion publique française s'articule autour de trois principaux chapitres. Il importe, d'abord, d'approfondir le contexte de l'entre-deux-guerres pour comprendre la France de 1939. La Première Guerre mondiale est un choc particulièrement meurtrier et sanglant pour la France qui lutte à l'intérieur même de ses terres. Elle en sort affaiblie et divisée¹². N'ayant plus la force morale et physique, elle ne peut qu'assister sans réagir, jusqu'à l'agression polonaise de 1939, à la montée de l'hitlérisme en Europe. Il s'agit alors d'analyser le choc de la Grande Guerre sur la France et d'évaluer les soubresauts de l'esprit français à travers l'adversité des années trente.

Il faut, dans un deuxième temps, voir la difficile émergence et la structure du Commissariat général à l'information. C'est depuis les années 1920 que certains politiciens, tels que Géo Gérald et André Fribourg, réclament l'établissement permanent d'un organisme public d'information et de propagande. Ces revendications ne donnent cependant aucun résultat concret¹³. Nous allons donc expliciter les hésitations politiques de cette période. Ce n'est qu'après la conférence de Munich, lorsque Daladier constate l'inéluctabilité de la guerre, que l'on s'occupe de l'élaboration d'une entité de propagande. Le 29 juillet 1939, le CGI est officiellement créé et Jean Giraudoux est nommé à sa tête. L'étude des objectifs et mécanismes du CGI est alors nécessaire à la compréhension de sa conduite en temps de guerre.

Enfin, nous examinerons la performance du Commissariat général à l'information et de son

¹² Henri Michel, La drôle de guerre, Paris, Hachette, 1971, p. 54-58.

¹³ Mégret, loc.cit., p. 5-8.

commissaire Jean Giraudoux devant l'épreuve de la guerre. De l'accord germano-soviétique à la capitulation française, nous jugerons le contenu de la propagande et de la contre-propagande opposée aux Allemands. C'est dans cette période que se retrouvent les causes profondes de la défaite. À peine les opérations lancées, en mai 1940, la victoire allemande semble déjà acquise.

Faut-il dénigrer d'emblée la prestation du Commissariat général à l'information et de Jean Giraudoux ? Quelles sont les véritables causes de cette défaite psychologique ? Élisabeth Du Réau, dans sa biographie *Édouard Daladier 1884-1970*, propose une ébauche de réponse en citant Daladier : "L'information dans mon esprit, n'est pas de la propagande. La propagande, c'est quelque chose d'offensif, un instrument pour conquérant. L'information va s'efforcer de restituer à la France son vrai visage, trop souvent déformé. Pour une démocratie comme la France, il convient que l'information soit un instrument défensif."¹⁴.

La défaite française de 1940 reste encore aujourd'hui dans l'imaginaire un événement impensable, inimaginable, presque fictif. Comment une grande puissance comme la France put-elle, en quelques semaines, sombrer devant l'envahisseur ? Les raisons de cette débâcle sont aussi nombreuses que différentes. Nous exposerons donc ici l'évolution de la thèse psychologique de la défaite. Des éléments touchant le Commissariat général à l'information ainsi que son dirigeant Jean Giraudoux viendront également s'y insérer. Dans la revue qui suit de l'historiographie de l'opinion publique française, nous avons choisi de ne considérer que des études et articles s'échelonnant de 1960 à aujourd'hui. Ils seront présentés, ici, de façon chronologique.

¹⁴ Du Réau, *op.cit.*, p. 319.

Avant d'aborder les années 1960-1970, il faut d'abord mettre en valeur les témoignages de deux contemporains, soit Marc Bloch¹⁵ et Louis-Dominique Girard¹⁶. Partie prenante des événements, ils eurent assez de recul pour analyser certaines causes de la défaite. Ils blâment le haut-commandement français et la déroute intellectuelle de la France. Ces causes, selon eux, supplantent largement les questions militaires, politiques et économiques.

Il est également important d'expliquer le contexte dans lequel a été écrite la majorité des travaux entre 1960 et 1970. Les archives françaises de l'entre-deux-guerres n'étant disponibles qu'à partir de 1963¹⁷, plusieurs études ne reposent pas sur l'examen de documents français. Il est alors essentiel de confronter ces publications aux sources. Quatre auteurs se distinguent entre 1960 et 1970 en ce qui concerne la question du moral.

Dans un premier temps, l'article de Maurice Mègret¹⁸, publié en 1961, dresse un portrait historique du Commissariat général à l'information. Il démontre comment les hommes politiques de l'époque, par leur indécision, sont à l'origine de l'incompétence du Commissariat. Pour Mègret, la défaite psychologique a nécessairement frayé la voie à la défaite militaire. Le texte de Mègret est le premier à traiter directement du CGI.

¹⁵ Marc Bloch, L'étrange défaite, Paris, Albin Michel, 1957, 262 p.

¹⁶ Louis-Dominique Girard, La guerre franco-française, Paris, édition André Bonne, 1950, 375 p.

¹⁷ Anthony Adamthwaite, France and the Coming of the Second World War, 1936-1939, Londres, F. Cass, 1977, p. xii.

¹⁸ Loc.cit.

En 1963 le livre de Camille Chautemps¹⁹, vice-président de Conseil de 1938 à 1940, aborde en l'espace de quelques pages le bon état moral de la nation. Chautemps avance que, face à la guerre, le peuple français était sans enthousiasme, mais aussi sans faiblesse. Ce sont les nombreux doutes créés par la drôle de guerre qui auraient eu raison de l'opinion publique.

Le livre de Claude Fohlen²⁰ explore, quant à lui, la préparation psychologique de la France des années 1930. Il explique que la déroute intellectuelle mentionnée par Bloch reflète une incapacité gouvernementale à préparer moralement le peuple français à la guerre. Il s'oppose donc à l'interprétation de Chautemps.

Finalement, le livre de Marcel Bleustein-Blanchet²¹, *La rage de convaincre* édité en 1970, renseigne sur la nomination de Giraudoux au poste de Commissaire général. C'est également Bleustein-Blanchet qui soumet le projet initial d'un organisme d'information à Daladier. Ce témoignage confronté à l'article de Mégret aide à mieux comprendre l'origine du CGI.

Éclairé par l'ouverture des archives françaises, les recherches entre 1970 et 1980 avancent rapidement. Tout d'abord, Guy Rossi-Landi, avec son livre *La drôle de guerre*²², attire l'attention sur ce nouveau sujet d'étude. Il le consacre uniquement à la débâcle politique de cette période, soit de septembre 1939 à mai 1940. Il conclut son volume en remettant directement en cause le rôle de

¹⁹ Camille Chautemps, *Cahier secret de l'armistice*, Paris, Plon, 1963, 330 p.

²⁰ Claude Fohlen, *La France de l'entre-deux-guerres 1917-1939*, Paris Casterman, 1966, 226 p.

²¹ Marcel Bleustein-Blanchet, *La rage de convaincre*, Paris, Robert Laffont, 1970, 437 p.

²² Guy Rossi-Landi, *La drôle de guerre*, Paris, Armand Colin, 1971, 248 p.

Jean Giraudoux et du Commissariat à l'information dans la débâcle morale française.

En 1972, Claude Bélanger publie un ouvrage en trois tomes qui s'intitule *Histoire générale de la presse française*²³. Il y approfondit, dans le troisième recueil, l'intime relation existant entre le gouvernement, la presse et la propagande française. Bélanger expose les nombreuses lacunes de la censure en temps de guerre. Il démontre finalement que le gouvernement n'eut pas l'autorité nécessaire pour contraindre la presse.

En 1979, Jean-Baptiste Duroselle fait paraître *La décadence*²⁴. Il y explique que l'absence d'un homme fort, à la Georges Clemenceau, et d'un grand dessein pour la France sont les principales raisons de la défaite française. Sans parler directement du moral, Duroselle esquisse, ici, une réalité de l'effondrement du moral en France.

Les historiens de la décennie 1980-1990 se consacrent, quant à eux, principalement à une question, à savoir si la France a été fasciste. On retrouve, malgré tout, deux ouvrages dignes de mention en ce qui concerne la propagande et Jean Giraudoux.

La première est une étude de Jean-Baptiste Duroselle paru en 1982. Dans *L'Abîme*, celui-ci traite plus précisément de la question de la propagande française. Il arrive à la conclusion que l'indécision et l'inaction sur les plans économique, politique, militaire et morale, du gouvernement

²³ Claude Bélanger et al., *Histoire générale de la presse française : tome 3 de 1871 à 1940*, Paris, PUF, 1972, 687 p.

²⁴ Jean-Baptiste Duroselle, *La décadence 1932-1939*, Paris, Imprimerie nationale, 1979, 568 p.

français vont empêcher tout redressement et amener le pays vers l'effondrement total²⁵. Duroselle rejoint donc la thèse de Maurice Mégret de 1961 qui décriait l'incompétence des dirigeants.

La seconde est de Jacques Body. Il s'intéresse en 1986 à la personne de Jean Giraudoux. Son livre *Jean Giraudoux : La légende et le secret*²⁶ remet en cause les pouvoirs réels du Commissaire à l'information. Selon Body, ce sont les militaires et les politiciens qui décident de la politique à suivre. Giraudoux devait se contenter de petits discours, et seulement quand on lui en donnait la permission. Le livre de Body valide donc l'hypothèse selon laquelle Giraudoux n'avait que peu d'influence sur la propagande française.

C'est entre 1990 et 2000 que sont publiées les recherches les plus complètes en ce qui concerne le moral français. Sous la plume de Jean-Louis Crémieux-Brilhac on retrouve d'abord une analyse²⁷ globale de l'opinion publique et de l'état d'esprit. C'est la première recherche de cette envergure qui aborde la question du moral français. Crémieux-Brilhac consacre un chapitre à l'opinion publique et traite principalement de la censure, de Jean Giraudoux et du Commissariat à l'information. Il explique que des facteurs de relâchement²⁸, jumelés à une division sociale et idéologique sont à l'origine de la défaite. Personne n'était donc prêt à défendre la France jusqu'au bout. Elle dut capituler le 17 juin 1940.

²⁵ Jean-Baptiste Duroselle, *L'Abîme*, Paris, Imprimerie nationale, 1982, 611 p., et Serge Berstein, *La France des années 30*, Paris, Armand Colin, 1988, 186 p.

²⁶ Jacques Body, *Jean Giraudoux : la légende et le secret*, Paris, PUF, 1986, 176 p.

²⁷ Crémieux-Brilhac, *op.cit.*, 2 volumes.

²⁸ Le territoire n'étant pas envahi, les Français n'étaient pas disposés à défendre le pays. Voir dans Omer Bartov, "Martyr's Vengeance : Memory, Trauma and Fear of War in France, 1918-1940", *Réflexions historiques*, vol.22, no 1, hiver 1996, p. 47-77.

Anthony Adamthwaite, lui, s'oppose à cette explication²⁹. Il conclut que les Français de 1939 étaient prêts à défendre la France. C'est seulement à partir du moment où la défaite devient inévitable que certains vont saisir l'occasion de refaire le pays. Dans cette optique, les ennemis du régime ne sont pas vraiment responsables de la défaite; ils l'ont seulement exploitée. Adamthwaite démontre donc qu'on voit aujourd'hui la France comme décadente parce qu'elle a perdu en 1940. Si elle avait gagné, l'aurait-on toujours perçue comme décadente ? Là est le nouveau débat qu'ouvre Adamthwaite.

En 1995 une réédition du livre d'André Beucler³⁰, *Les Instants de Giraudoux*, présente les différentes réserves formulées à l'endroit du nouveau chef de l'information. Selon Beucler, le génie du célèbre écrivain fut perçu comme excentrique. Giraudoux semblait à la fois héroïque et inactuel. Très rapidement, il perdit la confiance des différents ministères. On lui retira alors la radio, la presse et la censure. Beucler vient donc renforcer l'analyse de Body en ce qui a trait à l'impuissance de Giraudoux à titre de Commissaire.

Pierre Laborie³¹ dresse, quant à lui, un portrait psychologique de la France de l'entre-deux-guerres. La peur viscérale d'une nouvelle guerre, reliée au traumatisme de 1914-1918, a conduit à l'aveuglement général du peuple français. Il aurait alors accepté n'importe quelle politique pour se

²⁹ Anthony Adamthwaite, *Grandeur & Misery, France's Bid for Power in Europe 1914-1940*, Londres, Arnold, 1995, 276 p.

³⁰ André Beucler, *Les instants de Giraudoux*, nouv. éd., Paris, Le castor astral, 1995, 270 p.

³¹ Pierre Laborie, *Les Français des années troubles*, Paris, Desclée de Brouwer, 2001, 266 p.

préservé d'un second massacre. Voilà, selon Laborie, à l'aube de la guerre, la mesure de la tâche du Commissariat général à l'information.

En analysant l'historiographie, de Marc Bloch à Crémieux-Brilhac, on peut constater la volonté des historiens d'expliquer la défaillance psychologique de la France par les manques du Commissariat à l'information. Entre les travaux de 1960 et ceux d'aujourd'hui, les observations sur le CGI n'ont cessé de faire réfléchir. Toutefois, personne n'a encore étudié spécifiquement la performance du Commissariat général à l'information. Suite aux développements récents de l'historiographie, il importe d'analyser la propagande française et son dirigeant Jean Giraudoux.

Chapitre 1er

L'esprit français devant l'adversité de l'entre-deux-guerres

La France compte parmi les vainqueurs de la Première Guerre mondiale. Elle dut cependant payer de son sang pour cette victoire. Cette réalité affecte et ruine le pays pour de longues années³². Il faut donc, pour expliquer la France de 1939, comprendre au préalable l'impact de la Grande Guerre sur la mémoire collective.

1.1 Traumatisme et division : le legs d'une boucherie

L'armistice du 11 novembre 1918 met officiellement fin aux hostilités. Les répercussions de cette guerre allaient modeler la France pour plusieurs décennies. Les quatre années de combats sanglants entre 1914 et 1918 ont accablé le pays. Le bilan des pertes françaises est effroyable :

[...] 500,000 hommes avaient été faits prisonniers; elle avait perdu 1 300 000 morts à l'armistice; sur 3 millions de blessés, 130 000 avaient été amputés, un million avaient eu droit à une pension d'invalidité; longtemps, on verrait, dans les emplois qui leur étaient "réservé", ces anciens combattants manchots, unijambistes ou "gueules cassées", devenus facteurs ou plantons; des années après la fin des hostilités, des milliers de "gazés" mourraient encore de la brûlure de leurs poumons.³³

Vu l'ampleur de ce carnage, le peuple français convient de ne plus jamais se lancer dans une telle entreprise. Le coût de la victoire était trop important. Nombreux sont ceux qui commencent alors à remettre en question ce triomphe aux allures de défaite. Aurait-il été préférable de perdre que de payer si chèrement le prix de la victoire ? Le défaitisme s'enracine alors dans la mentalité de nombreux Français³⁴. À partir de ce moment, l'opinion française se fractionne profondément,

³² Roger Genévrier, Septembre 1939, la France entre en guerre, Paris, Alta, 1982, p. 10.

³³ Henri Michel, La drôle de guerre, Paris, Hachette, 1971, p. 53.

³⁴ Bartov, loc.cit., p. 53.

principalement entre la gauche pacifique et la droite nationaliste³⁵.

Unie sur le front, la France se divise paradoxalement dans la paix. La sécurité du pays devient l'obsession et l'enjeu de tous les débats. La gauche et la droite tentent alors de promouvoir leurs programmes auprès des masses françaises. La gauche communiste et socialiste, traduisant d'abord l'aversion du peuple pour la guerre, prône l'apaisement. Elle s'oppose notamment à la réoccupation de la Ruhr, au militarisme et à l'augmentation des crédits militaires. La droite anti-communiste, quant à elle, préconise une approche beaucoup plus ferme. Le retour au calme doit être maintenu par le respect rigoureux du Traité de Versailles³⁶. On assiste donc à une véritable lutte franco-française³⁷. La scission de l'opinion française fragilise alors le gouvernement.

Suite à la montée des extrêmes, plusieurs administrations vont se succéder sans être capables de se maintenir au pouvoir. La politique française est alors bloquée de l'intérieur. "À peine en fonction, le Président du Conseil était aux prises avec d'innombrables exigences, critiques et surenchères, que toute son activité s'employait à dérouter sans pouvoir les maîtriser. Le Parlement, loin de le soutenir ne lui offrait qu'embûches et défections. Ses ministres étaient ses rivaux. L'opinion, la presse, les intérêts, le tenait pour une cible désignée à tous les griefs. Chacun, d'ailleurs, lui-même le premier, savait qu'il n'était là que pour une courte durée."³⁸

³⁵ Adamthwaite, op.cit., p. 25-26.

³⁶ Ibid.

³⁷ Bartov, loc.cit., p. 76.

³⁸ Charles De Gaulle, Mémoires de guerre, Paris, Plon, 1954, p. 4.

La peur de la guerre et l'obsession de la sécurité ont en définitive divisé la France. Ils se traduisent donc par des tensions politiques et une incapacité à s'unir dans l'adversité. Ces prédispositions morales n'ont pas seulement entraîné la défaite militaire française mais également la collaboration avec l'Allemagne nazie³⁹. Avant d'admettre cette hypothèse, il faut d'abord analyser la réaction française face aux événements des années 1930.

1.2 L'Espagne et l'engrenage de la peur

Six semaines après sa constitution, le gouvernement de Front populaire de Léon Blum doit affronter une première épreuve. L'Espagne républicaine, surprise par une tentative de coup d'État en juillet 1936, demande une aide militaire à la France. Fallait-il porter secours au frère espagnol ? La guerre d'Espagne ravive alors la dichotomie entre la gauche et la droite. L'opinion publique en subit donc les effets.

Suite à l'assaut des troupes franquistes contre le gouvernement légal d'Espagne, Blum accepte d'envoyer des armes. En aidant le gouvernement espagnol, il veut empêcher l'installation d'un troisième régime fasciste sur les frontières françaises⁴⁰. Blum se heurte toutefois à de vives résistances. D'une part, Londres préconise un pacifisme inflexible; d'autre part il y a une opposition à l'intérieur⁴¹. Après mûre réflexion, le président du Conseil annonce quelques semaines plus tard la non-intervention de la France. Comment expliquer la volte-face française ? Même s'il était impensable d'agir sans les Anglais, ce sont plutôt les dangers que faisait peser l'aventure espagnole sur la vie politique intérieure de la France qui expliquent le recul du gouvernement français.

³⁹ Bartov, *loc.cit.* 77.

⁴⁰ L'Italie et l'Allemagne étant déjà d'idéologie fascisante. Voir Du Réau, *op.cit.*, p. 193.

⁴¹ Guy Bourdè, La défaite du front populaire, Paris, François Maspero, 1977, p. 40-42.

L'appréhension et surtout la peur d'être entraîné dans un second conflit mondial restreignent d'abord l'ardeur du gouvernement français. Pris entre le présent et le passé, Blum ne peut se résigner à combattre pour l'Espagne. Les enjeux sont trop importants et il tient à éviter toute escalade : "Une fois la concurrence des armements installées sur le sol espagnol, quelles peuvent être les conséquences pour l'Europe entière, dans la situation d'aujourd'hui ?". Trop de combats, trop de morts, la guerre doit être évitée à tout prix : "Jusqu'à la dernière limite de mon pouvoir et jusqu'au dernier souffle de ma vie, s'il faut, je ferai tout pour la détourner de ce pays."⁴². Le traumatisme de 1914-1918 peut donc expliquer la non-intervention. C'est toutefois la conjoncture politique qui détermine la marche à suivre.

Sur le plan intérieur, le conflit espagnol scinde l'opinion française. Au-delà des divisions gauche-droite, l'Espagne fait appel aux valeurs individuelles profondes. Les références idéologiques, telles que l'antifascisme, le pacifisme et l'anticommunisme, viennent aggraver une situation de crise déjà explosive⁴³. Si la droite est d'emblée sympathique aux troupes franquistes, la gauche est, quant à elle, divisée. Les radicaux et socialistes s'en tiennent, pour la plupart, à la non-intervention, tandis que les communistes associent la survie de l'Espagne républicaine à celle du Front populaire⁴⁴. Devant un mouvement non interventionniste beaucoup plus important, Blum se résout finalement à la non-intervention. Il évite ainsi l'effondrement de son gouvernement et assure la poursuite des réformes amorcées. Selon Anthony Adamthwaite, c'est également la crainte d'engager la France dans

⁴² Du Réau, *op.cit.*, p. 194-195.

⁴³ Laborie, *op.cit.*, p. 103.

⁴⁴ Bourdé, *op.cit.*, p. 41.

une guerre civile qui motive la décision de Blum⁴⁵.

L'Espagne, c'est donc la peur qui, enfouie depuis quelques années, resurgit pour venir hanter l'imaginaire collectif. L'Espagne, c'est également une atteinte importante à la force morale des Français. La France expose au monde entier qu'elle n'est pas disposée à se battre. L'obsession française du pacifisme fait dire au député alsacien Oberkirch : "Notre pays donne un peu l'impression d'un malade; il semble atteint d'une profonde dépression nerveuse avec inhibition de volonté, avec absence totale de conscience de sa propre force et de sa propre valeur, avec manque de foi dans son avenir et dans sa destinée."⁴⁶ La crise espagnole est le premier pas d'une longue série de renoncements. Un homme tente toutefois d'inverser la situation.

1.3 Édouard Daladier et l'union nationale

Le 10 avril 1938, suivant la chute du Front populaire, Édouard Daladier prend la tête du gouvernement. L'ancien soldat devenu président du Conseil reflète l'aversion générale des Français pour la guerre. Il n'est toutefois pas, comme l'avance Roger Genébrier, "[...] obnubilé par un "pacifisme à tout crin" et voulait bien tendre la main à l'ancien adversaire des tranchées, mais, patriote ardent, il voulait avant tout assurer la sécurité de la France."⁴⁷ Cette sécurité, Daladier compte l'obtenir en rassemblant le pays derrière un seul et même but : défendre la France.

Le 12 avril, dans un discours sur la Défense nationale, Daladier confirme ses intentions. Il dit alors :

⁴⁵ Adamthwaite, op.cit., p. 42.

⁴⁶ Paul Reynaud, La France a sauvé l'Europe / tome I, Paris, Flammarion, 1947, p. 94.

⁴⁷ Genébrier, op.cit., p. 15.

Tous fortement unis nous faisons appel au Parlement et à la Nation, pour la défense de la Liberté, de la Patrie et de la Paix. Autour de nous, en dehors de nous, l'Europe se transforme. De nouvelles idéologies animent des peuples immenses. Des États disparaissent, tandis que s'organisent de nouveaux Empires. C'est pourquoi la Défense Nationale déborde aujourd'hui le plan de l'organisation militaire. Tous les problèmes financiers, économiques, sociaux, politique, sont étroitement unis au problème de notre sécurité. Il n'y a plus, aujourd'hui, des séries de problèmes distincts. Il n'y a qu'un seul et même problème, et le salut du Pays se présente comme un bloc.⁴⁸

Dans le même discours il avance : "Nous voulons la Paix avec tous les peuples, quel que soit leur régime politique, la Paix, dans le respect du Droit, et non dans une sorte d'abdication de la France, préface de la servitude."⁴⁹ À la fin avril, suite à l'affaire tchécoslovaque⁵⁰ et la menace d'un éventuel conflit, Daladier redouble d'ardeur.

Après un été de négociation intense mais sans résultat sur la question tchèque, le président du Conseil s'adresse le 21 août 1938, lors d'une allocution radiodiffusée, au peuple français. Dans un discours où il dit vouloir éviter la guerre, Daladier explique aux Français la marche à suivre :

[...] La Défense Nationale est un bloc. La force d'un pays, la garantie de son indépendance, ne s'affirment pas seulement par la puissance de ses armées, mais au moins autant par son effort quotidien à l'usine, à l'atelier, sur tous les chantiers du travail [...] Vous me croirez lorsque j'ajouterai que je ne suis animé que d'un seul souci, je devrais dire d'une seule passion, celle de la sécurité de la France, de la grandeur de la France. Que tous les Français, faisant trêve à leurs divergences secondaires dans la situation présente de l'Europe et du monde, accomplissent l'effort que commande le salut de leur Patrie. Remettons la France au travail et nous sauverons la Paix [...]⁵¹.

Malgré les efforts de Daladier, la crise de Munich et les événements subséquents ne tardent pas à démontrer la faiblesse psychologique de la France. La perspective d'un conflit en Tchécoslovaquie

⁴⁸ AN, 496AP-8, Discours sur la Défense nationale, 12 avril 1938.

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ Duroselle, *op.cit.*, p. 333-340.

⁵¹ Fonds Genébrier, série GE-7, allocution radiodiffusée le 21 août 1939.

ranime les tensions gauche-droite et ébranle les masses françaises. Fallait-il résister à l'Allemagne hitlérienne, honorer ses engagements vis-à-vis des Tchèques ou bien négocier ?

1.4 Munich : la démission d'un peuple

L'automne 1938 s'amorce sous le signe de la paix. Entraînée par une adroite campagne de propagande de la presse, l'opinion publique refuse l'idée de la guerre, "[...] Articles et photographies d'Espagne et de Chine arrivèrent à point pour démontrer qu'un conflit n'aurait rien de commun en horreur et en destruction, avec la guerre de 1914-1918."⁵². Cette démobilisation de la presse a de nombreuses conséquences. Elle divise d'abord la nation pour ensuite l'aveugler davantage aux réalités internationales. Personne ne veut revivre les atrocités de la guerre et Daladier en est très conscient. Il ne peut toutefois se résoudre à laisser tomber son allié tchèque. Il annonce le 4 septembre que la France "[...] restera fidèle aux pactes et traités qu'elle a conclus."⁵³.

Le 18 septembre, suite à des négociations anglo-allemandes, le premier ministre anglais Neville Chamberlain propose une échappatoire à Daladier. L'abandon des Sudètes par la Tchécoslovaquie pouvait être négocié. Le Populaire, appuie également cette approche : "Tout doit être essayé d'urgence, tout doit être épuisé pour permettre une conciliation équitable et honorable. La paix peut et doit être préservée, à moins que le Chancelier Hitler ne soit inflexiblement résolu à imposer sa volonté par la violence."⁵⁴. Incapable d'assister les Tchèques en cas de conflit⁵⁵, Daladier donne finalement son aval au projet qui reste à être entériné par Hitler. Le 23 septembre,

⁵² AN, 496AP-10, Voir Claude Lévy, compte rendu sur la France, la presse et les accords de Munich.

⁵³ Duroselle, op.cit., p. 343.

⁵⁴ AN, 496AP-10, Extrait de Presse septembre-octobre 1938, Le Populaire du 18 septembre 1938.

⁵⁵ C'est ce que pensait le Général De Gaulle dans un mémorandum écrit le 26 janvier 1940. Voir Fonds Genébrier, série GE-12, texte de Roger Genébrier, le 10 octobre 1975.

Chamberlain revient cependant d'Allemagne sans un accord. La France déclenche donc la mobilisation partielle. Daladier croit alors la guerre inévitable. Il écrit, dans la nuit de 27 au 28, l'ordre de mobilisation générale⁵⁶. Il subit toutefois d'énormes pressions du clan pacifiste. Il en fait notamment mention dans ses souvenirs : “[...] Beaucoup de Français pensaient qu’il fallait reprendre la négociation et maintenir la paix. Ce n’étaient plus désormais quelques députés de l’opposition qui s’en allaient réclamer la paix en quelque ministère, mais des organisations nombreuses, la plupart dignes d’estime.”⁵⁷. Daladier est ainsi pris entre l’engrenage de la guerre et l’abandon d’un allié. La conférence de Munich, prévue pour le 28 septembre, donne une seconde chance à la paix.

Le 30 septembre les accords de Munich sont officiellement signés et la France vient d’éviter la guerre. Daladier est à son retour accueilli en véritable héros. Quelques jours plus tard, il énonce à la Chambre des députés l’orientation du gouvernement : “La paix sauvée, ne saurait être le signal de l’abandon; elle doit marquer, au contraire, un nouveau sursaut des énergies de la Nation.”⁵⁸. Daladier est conscient de l’inéluctabilité de la guerre et comprend rapidement qu’il doit redoubler d’effort pour unir un pays de plus en plus divisé. 37 % de la population désapprouve les accords de Munich alors que les communistes condamnent tout simplement les accords⁵⁹. Si la crise tchécoslovaque se termine dans l’euphorie de la paix, elle a pourtant profondément changé l’image du pays. Selon l’historien Claude Levy, Munich sépare non seulement les “Munichois” des

⁵⁶ Ibid.

⁵⁷ AN, 496AP-8, Souvenir d’Édouard Daladier.

⁵⁸ AN, 496 AP-10, Discours d’Édouard Daladier à la chambre des députés, le 4 octobre 1938.

⁵⁹ Duroselle, op.cit., p. 355-356.

“Antimunichois” mais également les futurs collaborateurs des attentistes⁶⁰. À savoir alors pourquoi la France recul à Munich, Daladier répond : “la division de l’opinion.”⁶¹. D’octobre 1938 à la déclaration de la guerre, il se consacre donc au redressement moral de la nation.

1.5 La grève de novembre et l’incapacité de s’unir

À son retour de Munich, le président du Conseil adopte une politique beaucoup plus ferme. Il tient à former un véritable gouvernement d’union nationale. Il invite alors les Français de toutes allégeances à laisser de côté les vieilles rancœurs pour former un bloc. Il prononce en ce sens, le 12 octobre 1938, un discours destiné aux anciens combattants :

La force morale de la France est donc la première condition de la Paix. Elle seule peut nous permettre de parler aux autres Peuples d’égal à égal et d’être écouté par eux. Pour qu’elle s’épanouisse librement, pour qu’elle rayonne de toute sa puissance, il nous faut rendre au Pays le sens de certaine vérité fondamentales. Ces vérités fondamentales, vous, les Anciens combattants de la grande guerre, vous ne les avez jamais laissé prescrire. Vous savez que la première de toute, celle qui conditionne toutes les autres, c’est que le service du Pays doit passer avant tout autre service. Vous savez qu’une telle conception du devoir rend impossible la discorde civile et la haine entre les fils d’une même Patrie. Ceux qui communient dans la même volonté de servir le Pays ne peuvent en effet se dresser les uns contre les autres. Il ne peut y avoir entre eux que des sentiments de fraternité et d’amour. Je sais que vous comprenez la nécessité de ce resserrement de l’unité française. La fraternité combattante qui vous unit est l’exemple le plus haut de cette union des cœurs.⁶²

Au début novembre, suite à la réforme des quarante heures⁶³, les partis communiste et socialiste rompent leur alliance avec le gouvernement. Ainsi commence une longue série de manifestations contre les politiques de l’administration Daladier qui culmine par la grève du 30 novembre 1938. L’épreuve de force est cependant remportée par Daladier qui, à la veille de la

⁶⁰ AN, 496AP-10, extrait de presse septembre-octobre 1938.

⁶¹ AN, 496AP-9, Souvenir d’Édouard Daladier.

⁶² Fonds Genébrier, série GE-6, Discours d’Édouard Daladier, le 12 octobre 1938.

⁶³ Robert Frank, La hantise du déclin : le rang de la France en Europe, 1920-1960 : finances, défense et identité nationale, Paris, Belin, 1994, p. 42-46.

guerre, refuse de se soumettre aux revendications syndicales⁶⁴. Déchirée et désillusionnée⁶⁵, la France se remet au travail. Cette défaite syndicale affaiblit l'influence du Parti communiste français et laisse présager les arrestations d'août-septembre 1939⁶⁶. La droite, quant à elle, se radicalise et scande "plutôt Hitler que Blum"⁶⁷. Roger Genébrier explique les conséquences de cette grève sur l'opinion publique : "Alors que la France reprenait à peine haleine après l'alerte de septembre (Munich) et sentait venir l'épreuve suivante, l'attention publique et l'activité gouvernementale étaient requises, monopolisées par une tentative de grève générale. Le pays se coupait en deux une fois de plus, au moment où son unité se fut imposé."⁶⁸.

Entre novembre 1938 et la déclaration de la guerre, les Français s'efforcent de se réconcilier. En juillet 1939, suite à un spectaculaire revirement de situation opéré par Daladier, la France semble avoir retrouvé l'unité. Selon Crémieux-Brilhac et Du Réau, la popularité de Daladier atteint alors de nouveaux sommets⁶⁹. Chamberlain note, le 13 juillet 1939, qu'aucun "[...] premier ministre n'aura eu son peuple aussi solidement derrière lui."⁷⁰. Malgré ces apparences, la France reste foncièrement divisée. La liberté de presse et la propagande allemande tendent à affaiblir et diviser le moral du peuple⁷¹, alors que la chasse aux communistes s'accompagne de règlements de comptes et provoque

⁶⁴ Du Réau, op.cit., p. 297.

⁶⁵ Irvine, loc.cit., p. 84-85.

⁶⁶ Crémieux-Brilhac, op.cit., p. 181-200.

⁶⁷ Henri Michel, op.cit., p. 55.

⁶⁸ Fond Genébrier, Série GE-5, notes personnelles.

⁶⁹ Ibid., et Du Réau, op.cit., p. 317.

⁷⁰ Crémieux-Brilhac, op.cit., p. 138.

⁷¹ Claude Bélanger et al., Histoire de la Presse française : tome 3 de 1871 à 1940, Paris, PUF, 1972, p. 618.

à nouveau la scission du pays⁷². L'opinion publique, quant à elle, accepte avec résignation l'inéluctabilité de la guerre "Un thème domine toutes les conversations : cela ne pouvait pas durer ainsi. Deux mobilisations par an, la perpétuelle hantise de la mort. Mieux valait en finir [...]"⁷³. L'unité française présentée par Crémieux-Brilhac et Du Réau n'existe qu'à la surface. La paix sociale demeure trop fragile.

L'analyse de l'entre-deux-guerres permet de constater l'impact de la Grande Guerre sur l'esprit français. Secouée par la monstruosité du conflit, la France refuse alors de se soumettre, une nouvelle fois, à l'épreuve de la guerre. Incapable de s'entendre sur les moyens d'y parvenir, les Français se divisent donc principalement entre la gauche et droite. Cette querelle intestine empêche l'union du pays, lequel ne peut faire face aux perturbations des années 1930. À l'aube de la guerre, la France est moralement affaiblie par les revers espagnol et tchécoslovaque, et psychologiquement atteinte par une lutte franco-française.

⁷² Crémieux-Brilhac, *op.cit.*, p. 173 et 187.

⁷³ Alfred Fabre-Luce, *Le Journal de la France, 1939-1944*, Genève, Éditions du cheval ailé, 1946, p. 90.

Chapitre 2

Le Commissariat général à l'information : origine et structure

Au début des années 1930, Daladier prend conscience du pouvoir de la presse. Suite à l'affaire Stavisky et la crise du 6 février 1934, il avait beaucoup réfléchi sur les rapports entre l'État et les médias. La presse et la radiodiffusion étaient devenues des armes politiques. Entre novembre 1938 et juillet 1939, Daladier utilise donc la radio à ses propres fins. Ces allocutions ont alors un grand impact sur les masses françaises⁷⁴. À l'aube de la guerre, il fallait cependant contrôler les médias. La situation était trop critique pour leur laisser, en toute liberté, les moyens d'influencer l'opinion. Daladier fait part de ses intentions à l'homme de Presse, Pierre Lazareff :

Le moment est venue d'une union nationale vraie et librement consentie. Je ne sais si l'on se rend compte qu'en ce moment c'est le destin de la France et de l'Europe qui se joue. Guerre ou paix. Je crois vraiment qu'on peut encore éviter la guerre si la France présente un front uni, si les journaux cessent leurs polémiques et leurs imprudences, en tous cas je suis résolu à user de fermeté, s'il le faut, vis-à-vis de ceux qui ne comprendraient pas cela, de la plus grande fermeté. Vous voyez, je vais boucler la presse ! Elle dit trop de bêtises, et le moment est trop grave pour la laisser faire.⁷⁵

Afin de mettre un terme à certains excès, Daladier met sur pied le Commissariat général à l'information. Cette entité de propagande tire ses origines d'une longue et lourde série d'événements.

2.1 L'historique d'une propagande

La liberté de presse est reconnue en France depuis 1881⁷⁶. Elle est toutefois restreinte lors de la Première Guerre mondiale. L'information est alors modelée en fonction des événements par différents départements autonomes⁷⁷. En 1918, sous le ministère dirigé par Clemenceau, on

⁷⁴ Du Réau, *op.cit.*, p. 318.

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ Bélanger, *op.cit.*, p. 617.

⁷⁷ Mégret, *loc.cit.*, p. 5.

coordonne l'action des divers services. La propagande est donc placée sous l'autorité d'un commissaire général à la Propagande⁷⁸. La fin des hostilités empêche toutefois l'évolution du projet. La tradition républicaine "[...] interdisait en temps de paix toute institution dont un gouvernement put faire un instrument de pression sur l'opinion publique française."⁷⁹ Il faut attendre jusqu'en 1927 pour assister à de nouveaux développements.

Le secrétariat du Conseil supérieur de la Défense nationale entreprend, en 1927, de parachever la centralisation de l'information amorcée par Clemenceau. Il met donc à l'étude les modalités nécessaires pour unir sous un seul commandement la censure et la propagande. Il en résulte une Instruction sur le fonctionnement de l'information en temps de guerre signée par Raymond Poincaré, le président du Conseil, en 1929. Les bases d'un Service général à l'information, relevant directement du président du Conseil, sont alors jetées. Créé à la mobilisation, cet organisme se devait d'exercer sur la Presse et l'opinion publique une action morale conforme aux intérêts de la Défense nationale⁸⁰. Élaboré douze ans avant le second conflit mondial et quatre ans avant le ministère allemand de Joseph Goebbels, l'Instruction Poincaré annonce les problèmes ultérieurs du Commissariat général à l'information.

La première faute de l'Instruction Poincaré est d'ordre technologique. En 1927, personne n'entrevoit les possibilités techniques de la radiophonie. Son développement est toutefois fulgurant. Le progrès est tel que, dix ans plus tard, les transmissions instantanées déjouent facilement les plus

⁷⁸ *Ibid*, p. 3.

⁷⁹ Crémieux-Brilhac, *op.cit.*, p. 278.

⁸⁰ Mégret, *loc.cit.*, p.4.

vigilants censeurs. Rien n'est cependant prescrit pour pallier à cette situation, de sorte qu'en 1939 la France est complètement dépassée : "[...] en 1939, notre équipement radio-électrique se trouva surclassé par l'adversaire, sans que l'homme responsable de la conduite de la propagande, de surcroît peu familier professionnellement avec la radio, eût la moindre autorité réelle sur un service d'État grandi dans l'anarchie."⁸¹. Après avoir prévu dès 1927, les modalités de la mobilisation de l'information, la France se retrouve en retard.

La deuxième et plus importante faille est sur le plan administratif. De quel ministère devait dépendre l'Information ? Qui devait, en temps de guerre, mobiliser la propagande française ? Cette responsabilité est dévolue, en 1930, au ministère de l'Intérieur. Celui-ci devait donc s'assurer que la presse se conforme aux obligations militaires. Il se montra toutefois peu disposé à se pencher sur ce problème. L'industrie de l'information n'était pas considérée comme un intérêt national et par conséquent, on ne pouvait justifier sa mobilisation. Les journaux et quotidiens relevaient du secteur privé et le ministère ne jugea pas avoir les qualités nécessaires pour intervenir. La mobilisation de la presse fut donc divisée entre plusieurs ministères. Personne n'osa alors remanier intégralement le dossier et le problème administratif persista jusqu'au début des hostilités⁸². La France s'exposait ainsi, lors de la mobilisation, à une véritable désorganisation de la presse. L'Instruction Poincaré laisse donc entrevoir des difficultés considérables. Le retard des institutions et la résistance administrative gênent toute application éventuelle d'un plan de mobilisation psychologique. En 1938, certains efforts sont cependant faits pour améliorer les conditions de mobilisation de la presse.

⁸¹ Ibid., p. 7.

⁸² Ibid., p. 10-11.

Le 17 juin 1938, le gouvernement français acquiert *Havas-Information*. Cette transaction permet à la France d'obtenir un service d'information structuré, compétent et opérationnel. Il est alors possible de mandater des correspondants de l'Agence à l'étranger et de constituer une antenne extérieure pour les services d'information français. La loi du 11 juillet précise, quant à elle, l'élaboration de la propagande. L'article 57 oblige la France à se doter d'un organisme d'Information avant l'ouverture des hostilités. Un bureau interministériel de contrôle et de propagande, le Service général d'Information, est alors créé. Ce n'est toutefois qu'après les événements de Munich que la France sort véritablement de son inertie. Le 7 octobre, une *Commission interministérielle de la Presse* vote une motion qui recommande que : “[...] les industries de la presse soient assimilées, en ce qui concerne leur approvisionnement, aux usines de guerre [...]”⁸³. Aucune charte n'est cependant élaborée et la lenteur administrative française handicape la nouvelle motion. Il faut attendre le mois de juin 1939 pour assister à de nouveaux développements.

Le 19 mars 1939, au lendemain de l'annexion de la Tchécoslovaquie, Daladier obtient les pleins pouvoirs. Le 24 août, un décret donne au gouvernement le contrôle de la presse et des publications de toutes natures. Le 15 juin, une instruction consacre l'article 57 de la loi du 11 juillet 1938 et met au point la mobilisation d'un service d'information en temps de paix⁸⁴. Marcel Bleustein-Blanchet, un proche collaborateur de Daladier, soumet alors un projet.

L'organisme à créer, placé sous la direction d'un haut-commissaire, devant recevoir ses directives de la Présidence du Conseil et coordonner toute l'action, devra être secondé par trois véritables techniciens chargés de la direction de l'information pour chacun des trois grands départements intéressés : presse,

⁸³ *Ibid*, p. 16.

⁸⁴ *Ibid*, p. 18-19.

radio, cinéma [...]

Il y a lieu de faire remarquer qu'il ne s'agit pas en aucun cas de propagande à la manière des services allemands et italiens mais tout au plus une contre-propagande, celle-ci ne devant en aucun cas s'exercer par des critiques ni par des procédés de dénigrement, de déformation systématique, de faits insidieusement choisis, qui sont dans la manière des pays totalitaires.⁸⁵

Les Affaires étrangères et le ministère de l'Intérieur refusent toutefois qu'un haut-commissaire dispose d'une autorité réelle de commandement sur les différents services et personnels⁸⁶. La presse s'oppose, quant à elle, à tout contrôle de l'information. Claude Bélanger explique pourquoi : "Le pays avait été depuis dix ans trop profondément déchiré et le régime était encore trop affecté par les crises récentes pour que la presse put, du jour au lendemain, oublier les querelles et rassembler l'opinion."⁸⁷. Le gouvernement Daladier va néanmoins de l'avant et annonce la constitution, le 29 juillet 1939, du Commissariat général à l'information.

Pour agir, le Gouvernement n'a pas attendu de bruyante campagnes de presse inspirées d'avantage par des passions politiques que par l'intérêt de la France. Il renseignera l'opinion avec le souci de ne pas gêner les instruction en cours et aussi de ne pas compliquer les indiscrétion l'oeuvre de la justice. Toutes les propagandes étrangères, tous les actes d'espionnages au profit de puissance étrangères, seront poursuivis sans considération de personne. [...] Le gouvernement aidé de moyens nouveaux poursuivra donc son oeuvre sans passion ni haine, avec l'égal souci de maintenir l'union nécessaire des français et de briser toutes les tentatives dirigées contre la sécurité Nationale.⁸⁸

C'est donc sans autorité réelle et sans coopération de la presse que le nouveau commissaire à l'information, Jean Giraudoux, doit mener la propagande française.

2.2 Giraudoux, haut-commissaire

La nomination de Giraudoux à la propagande reçoit un accueil mitigé. D'une part, de

⁸⁵ Bleustein-Blanchet, *op.cit.*, p. 203-204.

⁸⁶ Mégret, *Loc.cit.*, p. 18.

⁸⁷ Bélanger et al., *op.cit.*, p. 616.

⁸⁸ AN, 496 AP-11, Communiqué de presse, le 29 juillet 1939.

nombreux Français se réjouissent de le voir arriver à un poste aussi important. Il s'agit, pour eux, d'un véritable effort de la part de Daladier pour ranimer et galvaniser le moral de la nation⁸⁹. D'autres y voient cependant une grave erreur. Georges Bernanos écrit, dans *Les Enfants humiliés*, que "la présence de M. Giraudoux à la propagande prouve qu'on ne veut rien comprendre à cette guerre, que mon pays est soigneusement tenu dans l'ignorance de ce qu'il défend, de ce qu'il risque de perdre si quelque miracle ne suscite pas au dernier moment un homme qui parle enfin à son coeur, à ses entrailles"⁹⁰. Ces deux différentes perceptions de Giraudoux débouchent alors sur deux questions : pourquoi avoir choisi l'auteur d'*Électre* pour diriger la propagande française ? Et quelles furent ses véritables responsabilités à titre de commissaire ?

2.2.1 Le diplomate

Fils de percepteur, né en 1882, Giraudoux se passionne rapidement pour la culture germanique. Suite à de brillantes études, notamment à Munich et à Harvard, il publie en 1909 un premier recueil de nouvelles. En 1910, il entre aux Affaires étrangères. Il y est fonctionnaire et diplomate jusqu'au début de la guerre⁹¹. En 1914, il est mobilisé comme sergent au 298e régiment d'infanterie et combat en Alsace et sur la Marne⁹². Blessé à deux reprises, il est rapatrié comme instructeur militaire au Portugal et aux États-Unis. À la fin des hostilités, Giraudoux va mener de front une carrière diplomatique et littéraire. En 1918, il se familiarise pour la première fois avec la propagande. Il est alors chargé, par le Commissariat général à l'information et à la propagande, de

⁸⁹ Camille Bouché, "Jean Giraudoux Commissaire général aux Informations" dans *Cahier de Jean Giraudoux : Giraudoux et la diplomatie*, Paris, Bernard Grasset, 1984, p. 123.

⁹⁰ Crémieux-Brilhac, *op.cit.*, p. 395.

⁹¹ Jacques Body, *Jean Giraudoux*, Paris, Gallimard, 2004, p. 235-243.

⁹² Béatrice et Michel Wattel, *Dictionnaire biographique de Français disparus ayant marqué le XXe siècle.*, Paris, Éditions Jacques Lafitte, 2005, p. 898.

rejoindre les équipes photographiques et cinématographiques opérant en Alsace. Au début des années 1920, il est nommé chef du service des oeuvres françaises à l'étranger. Il doit alors propager le génie français à travers le monde. En 1924, Giraudoux est promu à la tête du service de Presse et d'Information du ministère des Affaires étrangères. Entouré d'une équipe de dix-sept personnes, Giraudoux s'occupe d'un programme qui comprend les fonctions suivantes :

1. Communication à la presse et au public.
2. Rédaction des télégrammes et radiotélégrammes d'information.
3. Analyse de la presse française.
4. Traduction de la presse étrangère.
5. Publication du Bulletin de presse étrangère et du Recueil de documents étrangers.
6. Étude de la presse étrangère.⁹³

Le 31 décembre 1926, après deux années à la tête du service de Presse et d'Information, Giraudoux quitte⁹⁴ pour se consacrer au théâtre. Son retour à l'information, treize ans plus tard, se fait dans un tout autre contexte.

2.2.2 Bonnet, Daladier et Giraudoux

Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères sous le gouvernement Daladier, était favorable à la paix à tout prix. Il était le genre d'homme à "[...] aller à la dernière minute jusqu'aux dernières extrémités pour éviter une guerre européenne."⁹⁵ Afin d'éviter tout conflit lors de la crise tchécoslovaque de l'été 1938, il s'était même permis d'outrepasser les instructions du Conseil des ministres⁹⁶. Depuis avril 1938, Bonnet avait également réuni autour de lui tous ceux qui voulaient sauvegarder la paix le plus longtemps possible. À l'été 1939, le cabinet Daladier est divisé entre les partisans de la paix par la fermeté (Reynaud, Mandel, Jean Zay, Campinchi) et les partisans de la

⁹³ Body, op.cit., p. 452.

⁹⁴ Il aurait été évincé à la suite du scandale de *Bella* (qui se veut une réflexion sur la guerre de 1914-1918) à l'hiver 1926. Voir ibid., p. 473-475 et 487.

⁹⁵ Crémieux-Brilhac, op.cit., p. 31.

⁹⁶ Du Réau, op.cit., p. 260.

paix par la conciliation (Bonnet, Chautemps, Monzie, Marchandeaup)⁹⁷. Daladier, quant à lui, est conscient de la nécessité de se préparer à une guerre totale⁹⁸. Le président du Conseil s'oppose ainsi à son ministre des Affaires étrangères.

Ce désaccord entre Bonnet et Daladier explique les propos de ce dernier à Pierre Lazareff lors de la nomination de Giraudoux à l'information : "[...] Georges Bonnet insistait pour Jules Romains, alors j'ai choisi Jean Giraudoux."⁹⁹. Romains était un militant pacifiste et le choisir revenait à valider une tendance défendue par Bonnet. Le choix de Giraudoux s'avère également un désaveu de la politique de conciliation. Le remaniement ministériel du 13 septembre 1939 écarte Bonnet des Affaires étrangères¹⁰⁰. La désignation de Giraudoux à titre de haut-commissaire ne se résume toutefois pas qu'à un calcul politique.

2.2.3 Justice pour Giraudoux

En 1971, l'historien Guy Rossi-Landi soutient que Giraudoux n'était pas apte à galvaniser le moral du peuple¹⁰¹, alors que Duroselle, en 1982, écrit qu'il "[...] n'avait d'égal que son inaptitude pour un poste qu'il n'avait pas choisi."¹⁰². Aujourd'hui, sans vouloir encenser Giraudoux, on doit cependant nuancer ces propos. Il fut trop souvent la cible de critiques injustifiées de la part des clans fascistes et bellicistes¹⁰³. En juillet 1939, le choix de Giraudoux à la tête de l'information est pourtant

⁹⁷ Crémieux-Brilhac, op.cit., p. 30.

⁹⁸ Du Réau, op.cit., p. 356.

⁹⁹ Philippe Dufay, Jean Giraudoux, Paris, Julliard, 1993, p. 384-385.

¹⁰⁰ Duroselle, op.cit., p. 49.

¹⁰¹ Rossi-Landi, op.cit., p. 181.

¹⁰² Duroselle, op.cit., p. 69.

¹⁰³ Crémieux-Brilhac, op.cit., p. 281.

judicieux. Sa carrière aux Affaires étrangères est orientée vers l'information et la propagande. Il a un large réseau de relations en Allemagne et en France centrale¹⁰⁴ et il montre par son oeuvre, principalement aux États-Unis, que la France ne s'en prend pas à l'Allemagne mais bien au nazisme¹⁰⁵. Il reconnaît également, dans *Pleins pouvoirs* publié le 17 juillet 1939, le problème moral de la France "Il n'est plus personne pour nier que nous sommes en présence de la plus forte crise morale que notre pays ait subie."¹⁰⁶. Il n'est peut-être pas le choix idéal pour mener la propagande française mais nullement indigne. Quant au fond du problème, c'est-à-dire l'efficacité de Giraudoux, une question s'impose : dispose-t-il d'un réel pouvoir ?

Une fois en poste Giraudoux forme une petite équipe de travail. Ce groupe est vivement critiqué par Rossi-Landi qui écrit : "Non seulement incompetent, ce personnel aurait également été très marqué sur le plan politique, réactionnaire selon les uns, belliciste selon les autres, largement issu des milieux de la franc-maçonnerie ou de l'Action française."¹⁰⁷. Jamais pourtant un gouvernement français n'aura réuni aussi brillante assemblée. On retrouve notamment André Morize¹⁰⁸ au poste de directeur de cabinet, les écrivains Benjamin Crémieux, Martin Maurice et Paul Rival au service de documentation et d'analyse de la presse étrangère, ainsi que Julien Cain, l'administrateur général de la Bibliothèque nationale, à la tête du service d'édition¹⁰⁹. Refusant le plan initial qui faisait de la

¹⁰⁴ Du Réau, *op.cit.*, p. 319.

¹⁰⁵ Il s'agissait de rallier la sympathie américaine à la cause française. Body, *op.cit.*, p. 692.

¹⁰⁶ Jean Giraudoux, *Pleins pouvoirs*, Paris, Gallimard, 1939, p. 175.

¹⁰⁷ Rossi-Landi, *op.cit.*, p. 182.

¹⁰⁸ Fraîchement débarqué d'un séjour de vingt ans en Amérique, Morize est le parfait intermédiaire entre Paris et Washington. Body, *op.cit.*, p. 696.

¹⁰⁹ Crémieux-Brilhac, *op.cit.*, p. 280.

direction du Service général de l'information une délégation conjointe du 2e Bureau et du Quai d'Orsay, Giraudoux s'applique, avec son équipe, à créer un nouvel organisme. Le Commissariat général comprend alors cinq services :

- . une direction des services généraux;
- . un service de documentation;
- . un service de l'information intérieur;
- . un service de l'information à l'étranger;
- . un service de la presse et de la censure¹¹⁰.

Le 26 août, la directive générale de l'Information en temps de guerre se substitue au Commissariat lui-même et Giraudoux se voit imposer un personnel militaire. Il perd alors tout pouvoir réel sur les événements. "Une sorte d'étonnement était dans l'air, bientôt suivi d'une bouderie, qui s'étendit aux bureaux de la Guerre, de l'Intérieur, de la présidence du Conseil, aux couloirs de la Chambre."¹¹¹. Au début septembre, l'organisme construit par le haut-commissaire s'efface au profit d'un bureau militaire. On lui retire alors la censure, la radio et le service du Contrôle¹¹². Il doit se résoudre à prononcer de petits discours, et encore quand on lui en donne la permission. Si l'on pense que "[...] c'est pourtant Giraudoux, qui a la haute main sur la censure et la propagande [...]"¹¹³, que les gens de presse refusent de lui pardonner la censure et que les bellicistes remettent en question son esprit de guerre¹¹⁴ c'est qu'on n'a pas compris que, dans les faits, tout cela lui échappe. La faute en incombe, autant sinon plus qu'à Giraudoux, aux militaires et aux diplomates qui avaient structuré avant la guerre le Service général de l'information¹¹⁵.

¹¹⁰ Ibid.

¹¹¹ Beucler, op.cit., p. 126.

¹¹² Body, op.cit., p. 698-699.

¹¹³ Rossi-Landi, op.cit., p. 181.

¹¹⁴ Crémieux-Brilhac, op.cit., p. 282.

¹¹⁵ Mégret, Loc.cit., p. 1-19.

Le Commissariat Giraudoux souffre également d'un problème de statut. Il fallait, pour que la propagande française soit l'instrument d'une politique active du moral, la plénitude d'une autorité politique. Or les prérogatives de Giraudoux sont celles d'un directeur de ministère alors que le Commissariat général fait office d'organisme administratif¹¹⁶. Le moindre arrêté doit donc être approuvé par le président du Conseil. Daladier est toutefois beaucoup trop occupé pour recevoir Giraudoux. Il ne l'aide en rien. Il déclare : "Je partage, au fond, la conviction que mieux vaudrait réduire les attributions de la censure aux informations qui intéressent la Défense nationale ou qui mettent en jeu l'action diplomatique. Mais si on tentait cette expérience, les journaux céderaient vite à une pression qui serait plus néfaste qu'utile non seulement à la défense de la France mais même à celle d'un régime de liberté en temps de guerre."¹¹⁷. Les relations sont plus aisées avec les Affaires étrangères. En novembre 1939, Alexis Léger, le secrétaire général du ministère, consent à ce que le service d'information et de presse du Quai d'Orsay soit rattaché au Commissariat général. L'action informative des postes diplomatiques et radiophoniques reste toutefois aux mains d'un ministre plénipotentiaire¹¹⁸. Quant aux relations avec l'État-Major, elles sont inexistantes¹¹⁹. Rares sont donc ceux qui coopèrent avec Giraudoux. Dans un rapport à la Chambre, il demande alors à tous les Départements ministériels de bien vouloir le renseigner "[...] sur les faits qui pourraient porter atteinte au moral, qu'ils proviennent des difficultés de la guerre, ou qu'ils soient les conséquences d'une action étrangère. Munis de cette documentation générale, le Commissariat peut alors déterminer avec

¹¹⁶ Crémieux-Brilhac, *op.cit.*, p. 294, et *Ibid.*, p. 19-20.

¹¹⁷ Bélanger, *op.cit.*, p. 620.

¹¹⁸ Crémieux-Brilhac, *op.cit.*, p. 295.

¹¹⁹ Le généralissime Maurice Gamelin ne croit pas à la propagande. *Ibid.*

précision les points sur lesquels doivent porter plus particulièrement ses efforts.”¹²⁰. Il en appelle également à Daladier le 12 février 1940 :

Le Commissariat général est un organisme de combat. Il a réglé ses effectifs sur ses efforts et non sur un tableau. La plupart des imperfections du Commissariat ont à leur origine la méfiance à son égard de bureaux militaires (...) Il s’agit bien de leur part d’une incompréhension de la question, ou d’une volonté arrêtée de ne point envisager une collaboration avec les organisme de la Propagande et de l’Information française. Il m’appartient donc de dégager ma responsabilité et de préciser la leur. C’est à cause de leur attitude que la radio française est incapable de tout développement, que le cinéma (...), que les services de documentation (...), que (...), que (...), bref, que toutes les armes les plus actuelles de notre lutte d’influence avec l’Allemagne sont limitées et précaires.¹²¹.

Rien n’y fait, Giraudoux doit informer sans être lui même informé. Outre le problème de statut, le haut-commissaire doit également composer avec un budget limité.

En juillet 1939, le Commissariat général à l’information dispose d’un budget de 6 millions de francs¹²². Lorsque la guerre est déclarée, ses revenus augmentent toutefois par l’entremise de fonds spéciaux. Néanmoins, le budget français est trop faible. La France dépense en moyenne 50 000 francs par mois alors que l’Allemagne dépense 100 000 francs par jour¹²³. L’insuffisance du budget français a de lourdes conséquences sur l’efficacité des différents services. Crémieux-Brilhac note l’exemple suivant : “L’effort britannique de propagande en Amérique du Sud repose à Londres sur un état-major de vingt personnes; l’action d’information et de rayonnement culturel vers l’Amérique du Sud repose à Paris, en novembre 1939, sur 3 personnes dont 2 bénévoles, l’une à temps plein, l’autre à temps partiel.”¹²⁴.

¹²⁰ AN, F41-20, Rapport de Giraudoux à la Chambre, mi-novembre 1939.

¹²¹ Body, op.cit., p. 713.

¹²² AN, F41-14, Ratification du budget du CGI.

¹²³ AN, F41-20, Décret sur le budget de l’information, avril 1940.

¹²⁴ Crémieux-Brilhac, op.cit., p. 286-287.

Giraudoux doit également, comme l'explique Body, [...] continuellement ferrailer avec les attachés de cabinet pour arracher ce que possède tout chef de service, une délégation de signature pour les ordonnances de paiement.¹²⁵ Le budget du Commissariat prévu pour 1940 est de 186 millions de francs. De cette somme, 20 millions, soit 14,7 % du montant global, sont affectés au paiement de frais généraux¹²⁶. Giraudoux manque donc de moyens pour contrebalancer la propagande allemande qui dispose, quant à elle, depuis 1933 d'une dotation annuelle de 3 milliards de francs¹²⁷. Personne n'aurait pu en sept mois enrayer sept ans de propagande allemande. Malgré un budget restreint, Giraudoux réussit à mettre sur pied des centres départementaux. Ces centres constituent sa véritable contribution en matière d'information.

Ces filiales devaient jouer le rôle de collecteurs et de diffuseurs de l'information. À ce titre, explique Giraudoux “[...] les centres départementaux d'information doivent être dans ma pensée, les piliers de l'organisation intérieure destinés à suivre et à éclairer l'opinion publique pendant la période des hostilités. Mission particulièrement importante au cours d'une guerre où le moral de la nation est une des forces essentielles qu'il importe de défendre à la fois contre les attaques de l'adversaire et contre les crises internes.”¹²⁸ Dans cette optique, il n'admet pas que la France s'exprime par l'ignorance et l'artifice. Il écrit alors que “la France a cette grande chance de n'avoir à plaider coupable, le temps n'est plus pour elle de vouloir être aimée et de séduire [...]”¹²⁹. Dépourvu de tout

¹²⁵ Body, *op.cit.*, p. 695.

¹²⁶ AN, F41-20, Décret sur le budget de l'information, avril 1940.

¹²⁷ Crémieux-Brilhac, *op.cit.*, p. 286.

¹²⁸ AN, F41-25, Lettre de Giraudoux sur les centres départementaux, le 17 octobre 1939.

¹²⁹ Jean Giraudoux, *De pleins pouvoirs à sans pouvoirs*, nouv. éd., Paris, Julliard, 1994. Voir p. 81 à 89 pour comprendre sa vision de l'information.

pouvoir, Giraudoux n'influe toutefois que très peu sur la propagande française. Il ne peut qu'assister, à titre de "spectateur privilégié", à la débâcle 1940. Giraudoux fait le point sur l'information entre 1942 et 1943.

La vérité est que les politiciens se sont emparés des forces d'informations, mais jamais la politique. Jusqu'à la guerre dernière, agences de presse, de radio, de cinéma ont été des agences entretenues par les cabinets successifs, mais jamais par l'État permanent. Elles ont été des forces d'élection ou de népotisme, mais jamais de gouvernement. [...]

Incapable de faire une science de la tendance, nos délégués à l'information en firent une littérature, une opération, non d'exploitation et de conviction, mais de séduction. Alors que, chargée du destin spirituel de l'Europe, responsable de la liberté de sa pensée, de son bon sens, notre nation bravait le mépris du monde, refusait les avances, se prévalait des avanies, les gouvernements mêmes qu'inspiraient cette force et ce dédain, grâce auxquels pour notre honneur s'accumulaient sur nous la haine et la jalousie de plus forts, revêtaient pour les heures d'informations et de propagande un tendre costume, proclamaient que le seul désir de la France était d'être aimé, et quémandaient cette affection dans un flirt ridicule. [...]

Le résultat de cette propagande par avance de courbettes était clair. Nous arrivions, grâce à elle, à passer pour le peuple le plus arriéré, le plus égoïste et le plus faux. Arriéré, parce que notre Information s'adressait à un auditoire qui n'existe plus que des traces, et que par ailleurs sa technique et ses installations étaient les plus négligées du monde. [...]

[...] l'Information française dénaturait, n'expliquait pas, ne prévoyait pas. Chaque ministère avait son service d'information en rivalité avec les autres, et le seul organe commun en était une agence qui cumulait son emploi de messenger général avec celui de courtier général, Isis et Mercure à la fois.¹³⁰

2.3 Anatomie de quatre services d'information

Dans le cadre de sa mission, le Commissariat général a un triple mandat. Il doit :

- Recueillir les renseignements de toute nature provenant soit du territoire, soit de l'étranger.
- Transmettre et diffuser en France et à l'étranger -- après les avoir contrôlés -- les informations pouvant exercer une action morale conforme aux intérêts de la Défense nationale.
- Lutter en France et à l'étranger contre la propagande ennemie.¹³¹

¹³⁰ Ibid., p. 224-228.

¹³¹ AN, F41-14, Instruction d'Édouard Daladier sur le CGI, le 15 juin 1939.

Afin d'assurer la lutte dans le domaine moral et psychologique, il dispose de plusieurs services. Ceux-ci sont toutefois de qualité inégale. Le service du courrier n'a qu'un sous-officier et trois hommes à sa charge¹³², alors que le 6 décembre 1939 le service de l'édition ne possède pas encore de programme définitif¹³³. Si cette situation est admise pour l'édition et le courrier, qu'en est-il alors pour la presse-censure, la radio, le cinéma et la photographie ?

2.3.1 Conciliation presse-censure

Instituée à l'aube de la guerre, pour taire les critiques contre le gouvernement¹³⁴, la censure de presse est calquée sur celle de la Grande Guerre. Elle s'inspire de l'instruction 1 000 du 30 septembre 1915 qui stipule que la censure était "[...] en définitive un contrôle militaire et qu'il n'y avait pas de censure politique si l'on entendait par là le droit pour la presse de discuter les idées, d'instituer des débats sur les opinions, sur les actes généraux du gouvernement"¹³⁵. Elle affirme également qu'aucune restriction ne doit être apportée au principe de liberté de presse. À cet égard, le Commissariat général estime qu'il a une triple tâche à remplir :

1. Satisfaire le souci d'indépendance de la presse, habitué, en France, à se mouvoir dans une atmosphère de liberté.
2. Renseigner d'une manière aussi complète que possible le public français et étranger.
3. Faire respecter les consignes indispensables à la Défense nationale.¹³⁶

Pour renseigner l'ensemble de la presse, il tient tous les jours une série de conférences d'information.

¹³² AN, F41-14, Lettre du lieutenant Dalloz au chef des services administratifs et financiers, le 11 octobre 1939.

¹³³ AN, F41-14, Note pour monsieur Morize.

¹³⁴ AN, F41-976, Duplicata Primevère (Contrôle de l'information, consignes générales), le 28 août 1939. Il s'agissait principalement d'empêcher la publication d'articles incendiaires de Charles Maurras contre la guerre. Crémieux-Brilhac, op.cit., p. 316.

¹³⁵ Ibid., p. 315.

¹³⁶ AN, F41-20, Rapport de Giraudoux à la Chambre, mi-novembre 1939.

L'information diplomatique est, quant à elle, distribuée deux fois par jour au Quai d'Orsay, à midi et à sept heures. L'autorité militaire, sous la direction du colonel Massignac, fixe toutefois deux limites à l'exercice:

1. L'autorité militaire pouvait et devait empêcher la publication d'information non militaire, mais "de nature à exciter le désordre ou intéressant, tout au moins indirectement, la défense nationale".
2. Les attaques violentes contre le gouvernement ou le Parlement "ne pouvaient être tolérées".¹³⁷.

Une consigne venue du 2e Bureau en date du 2 novembre 1939 confirme la doctrine.

Polémiques : la durée et la forme de la guerre prêtent à une propagande fâcheuse de division à l'intérieur du pays. Sans s'en douter, les polémistes qui apportent leurs querelles personnelles sur la place publique contribuent à cette division éminemment fâcheuse. Il faut éviter le réveil des querelles partisans. La censure a son rôle à jouer dans la guerre totale, [celle-ci] se livre sur le plan moral autant que sur le plan physique, et il nous importe à nous de diriger le combat moral.¹³⁸.

Une cinquantaine de censeurs et de réviseurs travaillent donc à limiter les excès de la presse.

L'application de cette pratique, par la censure, entraîne toutefois de nombreuses frictions avec les journaux. Elle apparaît, aux yeux de plusieurs, comme sévère, incohérente et arbitraire. Rossi-Landi, qui condamne la censure, écrit : "[...] qu'elle remplit son rôle avec une partialité favorable au gouvernement"¹³⁹. Dans le contexte politique français de 1939-1940, pouvait-il en être autrement ?

La censure politique était inévitable. Le gouvernement Daladier ne pouvait indéfiniment tolérer les nombreuses campagnes de division. Selon le ministre de l'Intérieur, le Parti communiste se proposait en septembre 1939 "[...] de créer une vague de démoralisation"¹⁴⁰. En octobre, après avoir subi une forte répression, le PC continue la distribution de tracts sur le thème "Paix immédiate"

¹³⁷ Crémieux-Brilhac, *op.cit.*, p. 315.

¹³⁸ *Ibid.* p. 320.

¹³⁹ Rossi-Landi, *op.cit.*, 182.

¹⁴⁰ Du Réau, *op.cit.*, p. 375.

ou “Lutte révolutionnaire contre la guerre impérialiste”¹⁴¹. Robert Brasillach, futur collaborateur et rédacteur en chef de *Je suis partout*, écrit le 16 octobre 1939 : “Quand reprendrons-nous nos appels à la guerre civile ? Bientôt je l’espère”¹⁴². Quant à ses relations avec la presse, la situation n’est guère plus reluisante. Giraudoux commente la nature du lien dans *Sans pouvoirs* :

La presse française, par l’état de misère relative où elle a tenu les journalistes, ne réservant la vie aisée qu’à ses conseils d’administration, ses courtiers et quelques vedettes, est responsable en grande partie de la médiocrité de notre Information. [...] Nos archanges et anges mineurs de l’Information sont vêtus complets les plus déformés ou les plus usés du globe, congédiables dans le mois, et n’ont de commun que le nu avec la vérité. Il en résulte que ce chantage que doit exercer la presse sur les dirigeants, au lieu d’être le chantage de la vérité, n’est que celui de directeurs exigeants ou de petits écrivains affamés, et que, en réciproque, le chantage force que doit exercer le ministère sur la presse n’est qu’une demande louche dont la réalisation exige des contreparties.¹⁴³

Face au problème communiste, aux idéologies fascisantes et aux pressions de la presse, l’abolition de la censure ne pouvait qu’être partielle. Malgré un certain rigorisme, la censure est nullement abusive. L’Instruction Poincaré, qui posait les principes de la censure, avait établi un système aussi souple que possible¹⁴⁴.

Le gouvernement Daladier manquait d’autorité pour imposer une véritable censure politique.

Les censeurs, majoritairement de droite¹⁴⁵, laissèrent passer beaucoup d’articles et d’informations susceptibles d’affecter le moral de la population.

Malgré la sévérité de la censure les journaux français marquent encore, semble-t-il, un goût trop prononcé pour la diffusion de fausses nouvelles. Il en est de même de notre propagande radio. La plupart des informations concernant l’Allemagne, notamment sa situation politique, morale, alimentaire, mériteraient d’être contrôlées d’avantage et ne

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 377.

¹⁴² Crémieux-Brilhac, *op.cit.*, p. 330.

¹⁴³ Giraudoux, *op.cit.*, p. 236.

¹⁴⁴ Mégret, *Loc.cit.*, p. 9.

¹⁴⁵ Bélanger, *op.cit.*, p. 620.

devraient être lancées qu'a bon escient et après avoir été vérifiées. Elles sont annoncées sous des manchettes sensationnelles, font l'objet de toutes les conversations, éveillent beaucoup d'espoir et, trois ou quatre jours plus tard, une courte note paru en quatrième page du même journal publie un démenti.¹⁴⁶

La presse tire également avantage de l'interprétation de certains décrets. Un rapport adressé au Président de la République explique les conséquences de cette pratique.

Le décret du 1er septembre, réprimant la publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations, permet malaisément, suivant une interprétation qui en a été donnée par plusieurs arrêts récents, de sanctionner certains propos séditieux d'ordre purement subjectif qui, sans constituer l'affirmation objective d'un fait précis, ni représenter en eux-mêmes et par eux seuls le caractère juridique d'un "acte" nuisible à la Défense nationale ne sont pas moins susceptibles d'exercer sur le moral de la population ou de l'armée une influence néfaste, et de favoriser les entreprises de l'ennemi.¹⁴⁷

Cette situation permet plusieurs excès dont notamment une longue série d'interpellations les 16, 23 et 27 février 1940 contre les actions du Commissariat général¹⁴⁸. Le 27 février, suite à un long débat, Daladier accepte d'assouplir les consignes de la censure¹⁴⁹. Son orientation libérale se confirme, en avril, lors de l'avènement de Paul Reynaud. On ne peut donc dire qu'elle fut indigne d'un pays démocratique. Malgré quelques bévues, elle joua primordialement un rôle défensif. Les censeurs de 1939-1940 furent, en définitive, beaucoup plus indulgents que leurs confrères de 1914-1918¹⁵⁰. Quant à leur efficacité, elle est, comme on le verra plus tard, variable.

2.3.2 La radio

La Radiodiffusion nationale, comme la censure, ne dépend pas directement du Commissariat général. Sous la tutelle de Daladier, on retrouve une structure de commandement des plus

¹⁴⁶ AN, F41-982, Lettre anonyme envoyée à Giraudoux, le 28 novembre 1939.

¹⁴⁷ AN, F41-976, Rapport au Président de la République, le 25 janvier 1940. Voir également AN, F-41, Lettre de Gamelin au président du Conseil et au ministre de la Défense nationale, le 15 janvier 1940.

¹⁴⁸ Bélanger, *op.cit.*, p. 620.

¹⁴⁹ Crémieux-Brilhac, *op.cit.*, p. 327-328.

¹⁵⁰ Bélanger, *op.cit.*, p. 620.

incohérentes. Léon Nicolas Brillouin, chargé d'organiser la radio de guerre, n'a d'autres pouvoirs que ceux d'un directeur administratif, les programmes politiques et d'informations sont sous l'autorité d'Émile Lohner, les émissions littéraires et musicales sont, quant à elles, dirigées par Georges Duhamel¹⁵¹, alors que les diffusions en langues étrangères sont assurées par un haut fonctionnaire des Affaires étrangères, Jacques Fouques-Duparc¹⁵². Ce sont les textes législatifs, qui ont défini le statut de la Radiodiffusion. Enchevêtrés les uns dans les autres, ils ont conduit au fractionnement de la radio. Devant ce démembrement, le Commissariat demande alors le rattachement, sous sa direction, de l'intégralité du Service des Émissions. Dans une lettre adressée au généralissime, Maurice Gamelin, Giraudoux expose en vain son insatisfaction.

Le dispositif actuel de la radio n'est que désordre : à la base, un opérateur ne sait pas quelle minute (il s'agit en radio de minutes, parfois de secondes, et non d'heures ni De jours) il disposera de telle antenne d'émission; il ne sait de quel ingénieur il dépend. Pour des raisons inconnues, les ondes courtes relèvent d'une autre direction que celle qui doit régler les émissions sur ondes moyennes, alors que la propagande doit donner un matériel commun pour des diffusions dont la différenciation technique est en soi indifférente aux yeux de l'autorité responsable [...] Dans l'état actuel des choses, le Commissariat ne peut agir sur la radio que par des négociations et des arrangements amiables.¹⁵³

Daladier, plus soucieux d'assurer son emprise sur la radio que d'élaborer une véritable collaboration entre les ministères, avait déjà, en 1939, subordonné la Radiodiffusion à la présidence du Conseil¹⁵⁴. Une réunion quotidienne est toutefois établie, sous la présidence de Giraudoux, afin de fixer les directives de la journée¹⁵⁵. Alors que la Radiodiffusion nationale ne devrait être que l'instrument d'exécution des conceptions du Commissariat, celui-ci doit, pour chacune des ses initiatives, en

¹⁵¹ Crémieux-Brilhac, *op.cit.*, p. 300.

¹⁵² Mégret, *loc.cit.*, p. 21.

¹⁵³ Maurice Gamelin, *Servir*, Paris, Plon, vol. III., p. 128.

¹⁵⁴ Crémieux-Brilhac, *op.cit.*, p. 299.

¹⁵⁵ Mégret, *Loc.cit.*, p. 21.

négoier l'exécution avec les différents services. Au-delà des problèmes administratifs, la Radiodiffusion doit également composer avec un équipement déficient et un personnel restreint peu qualifié.

La mobilisation de septembre 1939 réduit de 684 à 297 personnes les effectifs de la radio. Le service de l'information radiophonique ne dispose que de quelques techniciens, d'hommes de lettres et de musiciens. Ceux-ci ont souvent peu d'expérience, se concertent rarement et travaillent en parallèle¹⁵⁶. Si le réseau d'ondes moyennes et d'ondes longues est satisfaisant, le réseau sur ondes courtes est par contre médiocre. Alors que les Allemands, les Italiens, les Anglais et les Russes comptent entre 5 à 10 stations, la France ne possède, en août 1939, que deux petits postes de 10 et 25 kilowatts¹⁵⁷. Dans ce contexte, la mise en oeuvre de la Radiodiffusion de guerre est difficile, voire inexistante. Giraudoux, qui supporte mal ces conditions, en appelle à la Chambre :

Je voudrais seulement appeler votre attention sur ce fait que la radio, comme j'aurai à le dire tout à l'heure du cinéma, a été décimé par la mobilisation. Radio, cinéma, sont des arts jeunes, dont les compétences étaient d'âge peu avancé; ainsi les manoeuvres techniques aussi bien que pratiques des émissions se sont trouvées au mois de septembre, particulièrement démunies. M. Brillouin n'a que trois ingénieurs sur les vingt dont il eût disposé en temps de paix, la plupart des meilleurs radioreporters ou speakers sont aux armées et il est difficile de les rappeler.¹⁵⁸

Il n'obtient cependant aucun résultat. Les nombreuses contraintes politiques empêchent le véritable développement de la radio. Ce n'est qu'après l'arrivée de Frossard, qu'on rattache la radio au ministère de l'Information. En dépit de ses imperfections, la radio rassemble les soldats français qui, sur le front, appréhendent les événements.

¹⁵⁶ Crémieux-Brilhac, *op.cit.*, p. 300-301.

¹⁵⁷ AN, F41-20, Rapport de Giraudoux à la Chambre, mi-novembre 1939.

¹⁵⁸ *Ibid.*

2.3.3 Le cinéma

Rien n'était prévu au début de la guerre en matière de propagande cinématographique. Le Commissariat dut élaborer ce nouveau service de toutes pièces. Il fallait revoir plus de 150 films, établir la censure et déterminer la mission du service ¹⁵⁹. Celle-ci, une fois fixée, comprend deux objectifs : réaliser une action immédiate de propagande par la circulation de films d'actualité ou par la conception de documentaires, et éditer chaque mois une revue filmée sur des sujets d'actualité déjà traités¹⁶⁰. Les deux premiers mois de la guerre ont donc été absorbés par un travail négatif. Une fois sur pied en novembre 1939, le service cinématographique se heurte à de nouveaux problèmes.

D'abord, la mobilisation des collaborateurs artistiques et techniques et la réduction du nombre de spectateurs admissibles dans les salles contrecarrent les efforts de propagande. Les restrictions sur la distribution de film à l'étranger sont, quant à elles, très sévères. Elles stipulent que "[...] toute distribution gratuite de films d'actualité français à l'étranger, entraîne la rupture des contrats passés entre les maisons étrangères qui achètent nos films et les sociétés françaises ou américaines qui les réalisent."¹⁶¹. Le Commissariat général doit donc sans cesse tenir compte des intérêts des entreprises qui collaborent avec lui. Enfin, les dépenses cinématographiques françaises sont trop faibles. En 1938, elles sont de 400.000 francs alors que l'Allemagne débourse des centaines de millions depuis 1933¹⁶². Ces difficultés entraînent de lourdes conséquences sur la propagande cinématographique.

¹⁵⁹ AN, F41-14, Notes sur le service cinématographique.

¹⁶⁰ AN, F41-20, Rapport de Giraudoux à la Chambre, mi-novembre 1939.

¹⁶¹ Ibid.

¹⁶² Ibid.

Sur 35 films tournés pendant l'été, 4 sont au montage et 14 sont interrompus¹⁶³. Seul le *journal de guerre*, produit chaque semaine pour projection aux armées, s'avère être d'une excellente qualité¹⁶⁴. La France n'aura donc pas réussi, comme du côté allemand, à faire de son cinéma un outil de propagande fort et efficace. Si le cinéma révèle le manque d'organisation de la propagande française, la photographie expose, quant à elle, la rigidité de l'État-Major face à l'information.

2.3.4 La photographie

Tout comme le cinéma, le service photographique est désorganisé par la mobilisation du personnel spécialisé. Le Commissariat général doit alors compter sur le Service photographique et cinématographique des armées, le S.P.C.A., qui assure exclusivement de la fourniture de photos provenant du front. Cette entente est cependant loin d'être avantageuse. Les photos soumises par le S.P.C.A. sont non seulement insuffisantes mais également de piètre qualité. Alors que les photos allemandes inondent les journaux européens et américains, le Commissariat doit constamment livrer bataille à l'État-Major pour avoir des reporters photographes aux armées. Malgré quelques concessions, la situation ne cesse de se détériorer. En novembre 1939, suite à une réglementation fixée par le 2e Bureau, la livraison des photos à Paris demande de sept à dix jours. Le 10 mai 1940, avec l'ouverture des hostilités, l'État-Major exclut les journalistes et photographes des zones de combat. Le service photographique, lié à l'autorité militaire, fut donc un échec¹⁶⁵. L'État-Major, trop soucieux de sécurité, n'a pas su comprendre l'importance de la propagande.

Le Commissariat général : Postface

Comment expliquer, malgré des années d'élaboration minutieuse, les erreurs et échecs de la

¹⁶³ Ibid.

¹⁶⁴ Crémieux-Brilhac, op.cit., p. 287.

¹⁶⁵ Ibid., p. 288-289.

propagande française ? L'Instruction Poincaré en recèle d'abord les prémices. Elle fut incapable d'instituer une véritable agence technique de propagande. Elle jeta plutôt les bases d'un organisme administratif subordonné au président du Conseil qui, sans réel pouvoir, ne fut jamais en mesure de conduire l'action politique et psychologique de la France. De 1930 à 1939, la lourdeur administrative française empêcha toute véritable modification du projet. À sa création en juillet 1939, le Commissariat a donc comme tâche d'organiser, d'animer et de coordonner tous les services d'information¹⁶⁶. Il ne les dirige en rien. Ces services, élaborés par les militaires et diplomates français, sont souvent de faible qualité. Décimés par la mobilisation, ils sont incapables de répondre aux attentes. Le Commissariat général est, comme l'explique Mégret, l'aboutissement d'une évolution politique "[...] longtemps retardée et finalement précipité par les périls extérieurs."¹⁶⁷.

Quant à Giraudoux, il fut le bouc émissaire parfait. Il était le garant du moral et il a échoué. Le bilan de son action est cependant loin d'être aussi négligeable qu'on l'a prétendu. En juillet 1939, Giraudoux est conscient de la tâche à accomplir pour rivaliser avec l'Allemagne nazie. Ses nombreux appels à la Chambre et au président du Conseil démontrent qu'il souhaitait un Commissariat efficace et rigoureux à l'intérieur duquel l'information et la propagande seraient centralisées. Mais avant même le début des hostilités, on lui retira la radio, la presse et la censure. Avec un budget limité et une collaboration ministérielle inexistante, Giraudoux dut improviser dès le premier jour de la guerre. Il en est ainsi jusqu'à la création, en avril 1940, d'un ministère de l'Information sous la présidence de Paul Reynaud. Le haut-commissaire est alors relevé de ses fonctions au profit de Ludovic-Oscar

¹⁶⁶ Mégret, *loc.cit.*, p. 19.

¹⁶⁷ *Ibid.*

Frossard. Giraudoux n'était donc pas l'incompétent dépeint par Duroselle. Il était au courant des problèmes du Commissariat mais n'eut jamais l'autorité nécessaire pour y remédier. Sans aucun doute le fossé est toutefois immense entre ses réalisations et les espoirs suscités par sa nomination. Faute d'autorité, Giraudoux ne put toutefois accomplir sa mission.

Chapitre 3

La drôle de guerre à travers le prisme de l'information

L'été 1939 prend fin abruptement pour une majorité de Français. Dans la nuit du 22 au 23 août, les tensions internationales, apaisées depuis Munich, ressurgissent suite au pacte Molotov-Ribbentrop. Le choc est si grand qu'il provoque une certaine cohésion nationale. Léon Blum écrit dans Le Populaire :

Le Poulx de la nation ne bat pas un coup de plus à la seconde. Ce qui explique cet état de consensus étonnant et admirable, c'est que dans son immense majorité, l'opinion ne croit pas à la guerre, ou, pour parler plus exactement, elle ne considère pas la guerre comme une possibilité raisonnable.

[...] Autant l'opinion est déterminée à tenir ferme contre cette entreprise de crime et de démente, autant elle a peine à y croire et elle n'y croit pas parce qu'elle ne comprend pas. Elle croit à la Paix, et la Paix ne signifie pas autre chose pour elle que l'arrêt des dictatures dans la voie fatale.¹⁶⁸

Si l'accord germano-soviétique et les revendications allemandes sur le corridor de Dantzig scandalisent les Français, les hommes politiques s'efforcent, quant à eux, entre le 24 et le 31 août, de ralentir la marche vers la guerre¹⁶⁹. Il faut éviter à tout prix que le gouvernement ne porte la responsabilité d'un nouveau conflit. La censure reçoit de la part de monsieur Berthouin, le Secrétaire général de l'Intérieur, la consigne suivante : "[...] éviter les articles de presse prenant à partie de façon trop virulente les étrangers et communistes etc. Motif : l'adversaire attend qu'à la suite de tensions prolongées certains esprits politiques perdent leur sang-froid et provoquent des incidents [...]"¹⁷⁰. Le 1er septembre 1939, l'Allemagne envahit la Pologne. Daladier, après avoir décrété la mobilisation

¹⁶⁸ Le Populaire, 17 août 1939. Voir dans Crémieux-Brilhac, op.cit., p. 66.

¹⁶⁹ Adamthwaite, op.cit., p. 338-352.

¹⁷⁰ AN, F41-976, Duplicata Primevère (contrôle de l'information, consignes générales), note du 28 août 1939.

générale et fait voter les crédits militaires, se résout le 3 septembre à déclarer la guerre à l'Allemagne. Son message cherche alors à justifier la guerre et à rassembler les Français. Il dit lors d'une allocution radiophonique : "Il [Hitler] a voulu la guerre. La France et l'Angleterre ont multiplié leurs efforts pour sauver la paix [...] Nous luttons pour défendre notre terre, nos foyers et nos libertés."¹⁷¹.

Cette déclaration de guerre reflète ainsi l'échec des politiques françaises de l'entre-deux-guerres et l'échec du pacifisme. Devant l'adversité de l'épreuve à venir, la France vacille entre l'angoisse et le consentement.

3.1 Mobilisation ou résignation ?

On sait aujourd'hui que la mobilisation d'août-septembre 1939 se produit dans le calme et la sérénité. Camille Chautemps, vice-président du Conseil, écrit : "En résumé, si l'on veut juger la réaction française en face de la guerre sincèrement, humainement, non sur des exceptions, mais sur la mentalité moyenne de la masse des citoyens, on peut nettement conclure que celle-ci était sans enthousiasme, mais aussi sans faiblesse."¹⁷². En dépit de cette réalité, les Français voulaient-ils vraiment se battre ?

En 1914, ils étaient partis rejoindre leurs unités "la fleur au fusil"¹⁷³. En 1939, les événements sont tout autre. La guerre a été déclarée par la France, comme en 1870, et non à la France comme en 1914. Nombreux sont donc ceux qui n'ont pas le sentiment de se battre pour une guerre juste et

¹⁷¹ Jean-Pierre Azéma, 1940, l'année terrible, Paris, Seuil, 1990, p. 41.

¹⁷² Chautemps, op.cit., p. 56.

¹⁷³ Genébrier, op.cit., p. 10.

nécessaire. Plusieurs officiers et sous-officiers éprouvent également de la méfiance envers les hommes politiques. Le général Besson note qu'à la mobilisation "[...] les gens étaient mornes et ne savaient pas pourquoi ils allaient se battre et que les réservistes rejoignirent leurs postes sans enthousiasme."¹⁷⁴ Le manque de conviction et l'absence d'esprit de guerre démontrent, quant à eux, la dualité de l'esprit français. S'ils acceptent avec sang-froid la mobilisation ce n'est ni pour la Pologne ni pour défendre l'honneur de la patrie, mais bien parce que, selon Daladier, on ne peut faire autrement et que cela ne pouvait durer ainsi¹⁷⁵. Ne pouvant plus se conforter dans la complaisance de la paix, la France n'a d'autre choix que de finalement "concéder" la guerre. La mobilisation de 1939 se veut donc une capitulation de la paix et la résignation d'un peuple à combattre. Face à la guerre, le Commissariat général a comme premier mandat d'animer l'ardeur de la nation.

3.2 La Pologne : premier affront

Bien que neuf mois après les événements de Munich, 76 % des Français soient en faveur du conflit¹⁷⁶, le Commissariat général cherche toujours à préserver le moral de la nation. Dès le 4 septembre, suite à l'attaque allemande sur la Pologne, on limite les titres de Paris-Midi aux trois phrases suivantes : Les hostilités ont commencé, Le paquebot anglais "Ofhessia" torpillé sans avertissement et L'Armée polonaise prend l'offensive¹⁷⁷. En dehors des communiqués officiels, on ne laisse rien passer au sujet des engagements terrestres sur le front français. L'information doit rassurer la nation. La première allocution radiodiffusée du commissaire Jean Giraudoux, le 4

¹⁷⁴ Fonds Genébrier, série GE-20, Le procès de Riom, sd.

¹⁷⁵ Fabre-Luce, op.cit., p. 90.

¹⁷⁶ Il s'agit d'utiliser la force pour empêcher l'Allemagne de s'emparer de Dantzig. Voir premiers sondages I.F.O.P. dans Crémieux-Brilhac, op.cit., p. 65.

¹⁷⁷ AN, F41-976, Duplicata Primevère (contrôle de l'information, consignes générales), note du 4 septembre 1939.

septembre, confirme cette direction.

Français, Françaises, c'est le Commissaire Général à l'information qui vous parle. C'est lui qui aura, dans les jours et les semaines qui vont suivre, la mission de vous tenir au courant des phases de la lutte dans laquelle la France est maintenant engagée. Quelle que soit l'ardeur de votre attente, son désir de vous renseigner, il ne pourra vous donner sur les événements stratégiques que les informations qui ne risquent pas d'être un avertissement ou une indication pour l'ennemi.

Dans cette période de préparation, où je puis l'assurer, rien ne s'est passé encore sur nos frontières, il est naturel qu'il ne vous donne pas encore de détail sur la concentration des armées ou le parachèvement d'une mobilisation que le généralissime a déclaré lui-même impensable. Mais, il considère qu'une confiance sans limite est due au peuple qui a compris à ce point que le monde civilisé poussait son dernier appel et qui a répondu avec une abnégation aussi totale. [...]

Peut-être les premiers communiqués de la guerre vous ont-ils paru un peu court, un peu ternes. Comparez-les, pour avoir leur vrai valeur, aux premiers communiqués de 1914. Ils ne sont pas ceux d'une nation surprise en plein travail de paix, à la veille d'une invasion inévitable, mais ceux d'un peu peuple qui dispose déjà de tout ce que comportent la défense et l'attaque dont aucun point des frontières ne peut être violé et qui peut être économe de parole.¹⁷⁸

Trois jours plus tard, soit le 7 septembre, suite à la prise de Cracovie, le Commissariat fait face à une première épreuve. Il n'est plus seulement question de sauvegarder le moral du peuple, mais de défendre également la déclaration franco-polonaise d'assistance mutuelle du 13 avril 1939. Il doit démontrer que l'allié polonais, préféré aux incertitudes d'un accord franco-soviétique, est toujours fort et prêt à combattre. Le 7 septembre, une note du chef de la censure, Martinaud-Déplat, insiste donc sur la taille des titres relatifs à la prise de Cracovie¹⁷⁹. Quant à Giraudoux, il minimise, dans son discours du 8 septembre, la nature des opérations sur le sol polonais.

Français et Françaises qui m'écoutez, je reprends notre entretien d'avant-hier. Je crois utile de vous donner sur la Guerre de Pologne les indications qui vous permettront de suivre, sans confusion et aussi sans pessimisme, les opérations qui se déroulent sur le sol de notre allié. [...]

Le commandement polonais s'est donc trouvé devant deux solutions. La première,

¹⁷⁸ AN, F41-978, Allocution de Jean Giraudoux.

¹⁷⁹ AN, F41-976, Duplicata Primevère (contrôle de l'information, consignes générales).

solution de prudence, lui demandait d'éviter tout engagement décisif, de dégager l'armée polonaise de toute menace d'étreinte et de l'amener sur les positions de repli où sa concentration permettrait d'installer un front définitif, non seulement une bataille de la Marne, mais une bataille de la Vistule. La seconde consistait, au contraire, à s'opposer, dans l'heure même et sur toute la ligne frontière à l'envahisseur. Pour celui qui sait que cette frontière a plus de quinze kilomètres, qu'elle est à tous égards déficiente, qu'elle ne présente aucune région montagneuse, que le corridor est, en effet, un étroit couloir entre la Prusse et la Prusse Orientale, cette solution paraît évidemment, à première vue, plus que discutable. C'est pourtant celle que l'état-major polonais a choisie. Pourquoi ?

Les raisons en sont simples. C'est que les Polonais sont comme nous. Ils ne font pas la guerre allemande. Ils font ce que nous avons fait en 1914, ce que nous allons faire, une guerre personnelle. Ils font leur guerre, la guerre polonaise. [...]

Aucune bataille décisive n'a encore été gagnée par eux (les Allemands). Le chiffre des prisonniers qu'ils indiquent, de canons pris, d'avions descendus affirme, au contraire que l'armée polonaise qui compte plusieurs millions d'hommes, n'a pas été sérieusement entamée ni dans son nombre, ni dans son moral et les pertes allemandes, d'autre part, ne sauraient être mésestimées.¹⁸⁰

Les événements subséquents ne tardent toutefois pas à démontrer l'inefficacité de l'armée polonaise.

Les troupes allemandes écrasent toute résistance, de sorte que le 17 septembre l'Armée Rouge, en vertu des clauses du pacte Molotov-Ribbentrop, s'empare facilement de la Pologne orientale. Le 27 septembre, Varsovie capitule et la Pologne est vaincue. Alors que l'URSS et l'Allemagne se partagent la Pologne, la France, décontenancée par la déroute polonaise, cherche à entrevoir l'avenir. Dressant un portrait de la situation, Giraudoux, qui compare l'accord de Moscou à celui de Munich, entretient l'espoir et reconforte une grande majorité de Français.

Aujourd'hui, 29 septembre, le chef de l'Allemagne fait savoir à l'Univers qu'il s'est entendu avec le chef de la Russie pour assurer la paix de l'Orient, le massacre de la Pologne, la mainmise sur les petits États limitrophes, le chantage sur les grands. Tels sont les procédés habituels auxquels il recourt de concert, après en avoir usé individuellement tant de fois.

Dans ce communiqué, il manque pourtant une phrase. Je l'y ai cherchée vainement. Le Chancelier Hitler semble oublier que ce 29 septembre est un anniversaire, l'anniversaire du jour, voilà un an, où il promettait solennellement la paix à l'Europe, l'anniversaire de Munich. Nous l'avons oublié aussi. C'est pourtant à Munich qu'il faut nous reporter si nous voulons savoir ce que signifie pour l'Europe et l'Allemagne l'accord conclu à

¹⁸⁰ AN, F41-978, Allocution de Jean Giraudoux.

Moscou et le juger à son prix. [...]

Qu'est-ce que l'entrevue de Hitler et de Staline sinon celle de deux satrapes qui se dissimulent l'un à l'autre chacun sa haine et son égoïsme pour partager à l'orientale les victimes et le trésor ?

Il ne s'agit plus de régime, la doctrine nazi ne compte plus en Allemagne. Il n'y a plus qu'un peuple esclave que l'on nourrit d'espoir et d'orgueil et qui ne voit pas que son chef, en prétendant le mener à la domination du monde, ne le conduit qu'à la plus abominable dégradation de l'esprit et de l'honneur humain.

Voilà les perspectives qu'ouvre le traité de Moscou à ses signataires autant qu'à ses victimes. Voilà la paix orientale sur le modèle de laquelle Hitler compte bientôt nous façonner une paix occidentale, peut-être nous la proposera-t-il ?¹⁸¹.

Tandis que le Commissariat et son commissaire s'évertuent à conserver le moral de la nation, le Parlement, quant à lui, doit composer avec une nouvelle offensive de la paix.

Au moment où l'unité de tout le pays aurait été requise, la classe politique se divise encore une fois. Pour certains députés, la reddition polonaise et l'invitation à la paix du gouvernement du Reich sont l'occasion de mettre fin à l'état de guerre. Deux moyens sont utilisés pour revendiquer l'arrêt des hostilités. On s'attaque d'abord directement au gouvernement. Le 29 septembre, le député Bergery y va d'une première charge.

Je n'ai pas confiance dans l'action future d'un gouvernement qui n'a pas su utiliser toutes les chances qui s'offraient à lui d'éviter la guerre et qui ne paraît pas savoir que son premier devoir est d'avoir la politique de ses moyens. [...]

Tout ce qui pouvait être fait pour éviter la guerre n'a pas été fait par le chef du gouvernement. Je n'ai pas confiance dans un gouvernement qui s'est laissé entraîner dans la guerre sans savoir quelle guerre il ferait. Je n'ai pas confiance dans les hommes qui sont là. Si l'on ne peut changer les idées sans changer les hommes, que l'on change les hommes !¹⁸².

Si les propos de Bergery, soutenus par Flandin et Laval, s'avèrent radicaux, d'autres sont plus modérés. Sans s'opposer directement à la guerre, ils réclament toutefois des explications sur les buts

¹⁸¹ Ibid.

¹⁸² Crémieux-Brilhac, op.cit., p. 159.

de guerre français. Le sénateur de l'Ain, Aimé Berthod, expose ainsi ses inquiétudes :

Le moment est venu de savoir exactement pourquoi l'on se bat et de quels moyens l'on dispose. Ces deux questions élémentaires ne semblent pas avoir été posées.

Celle de l'organisation de l'Europe centrale doit l'être nettement. S'agit-il d'y rétablir les frontières du traité de Versailles...établies sur des données qui se sont révélées fragiles ? Je demande si nous allons faire tuer des millions de Français pour reconstituer des impossibilités.¹⁸³

Devant ces nombreuses protestations et interrogations, la commission du Sénat réclame l'audition du chef du gouvernement. Daladier, au terme d'un premier mois de guerre peu reluisant, doit donc défendre sa politique une fois de plus.

Le 6 octobre, après plus de deux semaines d'attaques incessantes, Daladier comparaît devant la commission du Sénat. Son discours est catégorique et sans équivoque, la paix n'est pas une option.

Si vous voulez accepter que le sort de la Pologne vaincue soit décidé par l'Allemagne et par la Russie seules, je dis avec franchise au risque de ne pas être d'accord avec vous, que c'est tomber dans le piège où veulent nous précipiter les pangermanistes.

Si vous reconnaissez comme légitime cette destruction de la Pologne, par la seule volonté de Staline et Hitler, je crois que vous portez le plus rude coup à l'indépendance de notre pays. [...]

Si vous voulez cela, si vous voulez la trêve, il faut le dire. Pour ma part, parlant au nom du gouvernement tout entier, je dis : non ! La trêve ou la paix..., c'est un avantage décisif que vous donnez à l'Allemagne, c'est la démoralisation de tous les pays sympathiques et amis, c'est le mépris que vous rencontrez dans des nations qui, tout de même, se battent à nos côtés, alors qu'elles sont moins menacées que ne l'est la France [...]¹⁸⁴.

Sans surprise et sans difficulté, Daladier remporte ce bras de fer qui l'oppose à une minorité de pacifistes. Il met ainsi un terme au "complot de la paix" et rallie derrière lui une majorité de parlementaires. L'épisode polonaise, qui prend fin le 6 octobre 1939, démontre toutefois la nécessité d'expliquer d'avantage les buts de guerre. Pour le Commissariat général, il s'agit de redoubler

¹⁸³ Ibid.

¹⁸⁴ Ibid., p. 163.

d'ardeur pour galvaniser le moral de la nation, sa capacité de convaincre ayant été durement hypothéquée par les divergences politiques de la fin septembre.

3.3 Pourquoi combattons-nous ?

Le sursis qu'obtenaient les Français depuis le début de la guerre eut pour effet de créer des doutes, en France et à l'étranger, sur les véritables buts de guerre du gouvernement et la sincérité des intentions alliés¹⁸⁵. Il fallait, pour remédier à la situation, élaborer une offensive à l'intérieur de laquelle seraient exposées clairement les différents motifs et objectifs du conflit. Le Commissariat général devait également démontrer l'importance de l'alliance franco-britannique dans la poursuite de la victoire. Les mois d'octobre et novembre sont donc l'occasion, pour la France, d'achever et d'améliorer sa préparation morale et psychologique.

Dès le début octobre, Daladier se veut la pierre angulaire de cette campagne d'opinion. Son discours à la nation, mis par la suite sous forme de tract par le Commissariat, explique et justifie point par point l'entrée en guerre de la France. Il se veut d'abord réconfortant en saluant l'efficacité et la ténacité des soldats visités sur le front.

J'ai visité notre front, il y a peu de jours; j'ai parcouru les positions d'une de nos armées, qui a pénétré de plusieurs kilomètres en territoire allemand. J'ai pu me rendre compte moi-même de la valeur de notre commandement qui, instruit par l'expérience de la dernière guerre, a su éviter une offensive inconsidéré et meurtrière. J'ai vu de quel tranquille courage et de quelle admirable vigueur étaient animés nos soldats. Je me suis senti au milieu d'eux, leur ancien et leur camarade. Je les ai regardés avec tendresse et avec fierté. Ils savent pourquoi ils combattent.

Daladier poursuit en expliquant les principales raisons du conflit. Les Français sont en guerre pour en finir avec les menaces et alertes incessantes qui paralysent la vie du pays.

¹⁸⁵ Chautemps, op.cit., p. 63.

Ils combattent parce que la guerre nous a été imposée par l'Allemagne, parce que depuis trois années, son ambition dévorante ne laissait plus à l'Europe un seul jour de sécurité. Ils veulent en finir avec un système de menace et d'alertes incessantes. Nous avons été obligés de recourir trois fois depuis une année à la mobilisation de nos forces, arrachant le paysan à sa terre, paralysant la vie économique et désorganisant les foyers. Ils combattent parce qu'ils ne veulent pas que la France soit écrasée sous le régime de la terreur et de dégradation morale que la domination hitlérienne fait déjà régner sur tant de peuples trompés et martyrisés. Ce règne de la terreur, il existe depuis des années en Allemagne. Il s'est abattu sur l'Autriche et la Tchécoslovaquie; il s'abat aujourd'hui sur la Pologne.

Ne pouvant plus croire la parole de ceux qui ont toujours violé leurs engagements et leur signatures, il insiste ensuite sur la seule solution possible face à une Allemagne belliqueuse et déloyale : la guerre.

Quel honnête homme, en quelque pays du monde qu'il vive, pourrait croire encore aux paroles de ceux qui se déclarent satisfaits et paisibles alors qu'ils sont couverts de sang ?

Le 17 mars 1934, M. Hitler déclarait que le gouvernement allemand ne mettait pas en doute la validité du traité de Locarno. Le 7 mars 1936, il déchirait ce traité et remilitarisait la Rhénanie. Soit, a-t-on pensé, la Rhénanie est un pays allemand. Le 21 mai 1935, il affirmait au Reichstag : L'Allemagne n'a pas l'intention ni la volonté d'intervenir dans la politique extérieure de l'Autriche ou d'annexer l'Autriche, mais le 13 mars 1938, il annexait l'Autriche par la force. Soit, a-t-on pensé, l'Autriche est un pays de langue germanique.

Le 26 septembre, il disait des Allemands des Sudètes : c'est le dernier des problèmes qui devait être résolu. J'ai assuré M. Chamberlain qu'une fois ce problème réglé, il n'y aurait plus de problème territoriaux. Et, le 29 septembre, à la conférence de Munich, il nous affirmait et m'affirmait à moi-même, à plusieurs reprises, qu'il ne songeait nullement à annexer les Tchèques. [...] le 13 mars 1939 Prague était occupée, la Bohême envahie, la Tchécoslovaquie tout entière réduite à la servitude.

C'est pourquoi lorsque M. Hitler nous dit aujourd'hui, après avoir détruit la Pologne, qu'il ne demande plus rien; lorsqu'il affirme qu'il ne veut rien de la France; qu'il respectera ses frontières, tous les Français savent qu'il ne manquerait pas s'il le pouvait, de détruire la France comme il a détruit l'Autriche, comme il a détruit la Tchécoslovaquie, comme il s'acharne à détruire la Pologne.

Le président du Conseil encense également l'alliance franco-britannique. Il explique que pour isoler la France et l'abattre, Hitler veut la séparer de l'Angleterre et désunir les Français.

Mais quand les Français entendent les ondes ennemies leur dire que cette guerre est la guerre de l'Angleterre, ils répondent : 'Non, c'est la guerre d'Hitler'. Comment faire croire à des Français, qui depuis des mois sentent grandir le péril sur leur propre frontière, qu'ils font la guerre pour la Grande-Bretagne ? La propagande allemande a tort de ne pas changer de procédé quand elle déborde le territoire du Reich. Les Français connaissent par expérience autant que par sentiment la valeur de l'amitié britannique. Ils voient, la marine de l'Angleterre chasser et détruire les sous-marins allemands. Ses avions combattent dans notre ciel; ses fils, non plus volontaires, mais soldats par devoir, rejoignent les soldats de France aux frontières de notre patrie.

Enfin, la conclusion de son discours vise à rassembler le pays derrière l'effort de guerre.

Nous faisons la guerre parce que nous ne voulons pas que la France soit asservie. Pour son salut, nous mettrons en oeuvre toutes nos forces. Nous continuerons à prendre toutes les mesures d'ordre intérieur, de discipline, d'économie afin que le pays tout entier participe à l'effort commun. Nous ne permettrons pas que certains s'enrichissent pendant que d'autres donneront leur sang. Nous sommes calmes et résolus. Nous ne sommes pas hantés, comme nos ennemis, par la crainte d'une guerre longue. Nous ne pensons qu'à une chose, la victoire totale. Cette victoire, nous la considérons comme acquise dès que nous pourrons créer la paix, sur des bases solides, dès que nous pourrons enfin apporter à la France la sécurité définitive que les entreprises hitlériennes lui ont enlevée depuis trois années.¹⁸⁶

Malgré la force de ce plaidoyer, l'épreuve de la drôle de guerre pèse lourdement sur le peuple français. Puisque la vie semble normale, que la France n'est pas menacée, que l'armée apparaît immobile et inactive et qu'Hitler ne demande qu'à faire la paix, les raisons de la guerre, si légitimes soient-elles, deviennent incertaines et ses buts indistincts. Le moral de la nation est ainsi, paradoxalement, plus difficile à maintenir à travers cet état de guerre pacifique qu'il ne l'aurait été dans le cas d'une guerre traditionnelle. Le Commissariat général intensifie donc sa campagne sur les buts de guerre.

Dans son allocution du 27 octobre 1939, Giraudoux s'applique à toucher le coeur et l'âme des Français. Le soldat, explique-t-il, se bat pour sauvegarder la démocratie.

Le mot démocratie s'applique trop peu à aucune des occupations de la journée du soldat pour être jamais prononcé par lui; il ne combat pas démocratiquement, il ne tire pas le canon démocratiquement, il ne se couche pas démocratiquement dans la boue... Mais il n'est pas un seul de ces six millions d'hommes qui ne sache ce qu'il est venu accomplir à la frontière.

Il se bat pour défendre ces acquis.

Il défend des villages vieux de dix siècles, des églises de pierre, des cimetières. Il défend une existence casanière inscrite entre deux lieues carrées, mais qu'il a fallu les croisades, la révolution, les plus grands périples, les conquêtes de l'Amérique, de l'Asie, de l'Afrique,

¹⁸⁶ AN, F41-27, Message du président Daladier, octobre 1939.

la grande guerre, pour fonder; une vie modeste, mais qu'il a fallu Charlemagne, Louis XIV, les plus grands rois et les plus grands ministres pour amener à cet état.

Le soldat veut aussi préserver un mode de vie.

Il a l'impression que l'on est en train de substituer à cet état de choses où chaque être à sa valeur, son choix, où le geste et le travail ont leur prix, une époque où il ne serait plus qu'un rouage.

Il y a enfin la fierté.

Le paysan a acquis, au moment où il acquérait le droit de pêche ou de chasse, le droit de défendre lui-même, et non par des mercenaires, sa personne et son pays. Il se considère, non pas comme un appelé, un astreint, mais comme un volontaire, non comme le serviteur qui a reçu un ordre, mais comme quelqu'un d'élu qui en raison de sa bonne santé, de sa taille, parce qu'il comprend, a été choisi pour représenter son pays dans cette lutte contre un autre.¹⁸⁷

Même si cette opération contribue à maintenir un moral relativement élevé, l'incompréhension, devant la forme actuelle de la guerre, continue à se manifester¹⁸⁸. La diffusion de fausses nouvelles¹⁸⁹ et certaines indiscretions du personnel du Commissariat¹⁹⁰ n'aident en rien. L'immobilité du front et la stagnation presque totale des opérations militaires donnent lieu à des commentaires parfois désobligeants envers la stratégie française. Une note du Commissariat confirme l'état d'esprit de la population.

Il est rapporté, par exemple, qu'on attribue notre attitude, dans certains milieux, à l'insuffisance grave de nos moyens matériels, et notamment au manque de munitions. Suivant d'autres sons de cloches, notre soi-disant passivité démontre que nous n'avons pas la volonté de combattre et que nous attendons le dénouement d'une négociation secrète en cours. Des lettres de la zone de Armées indiquent que cette opinion est répandue même parmi les combattants. On déclare encore que nous sommes entrés en guerre avec trop de légèreté, que nous le regrettons aujourd'hui et que nous sommes frappés d'une paralysie devant les conséquences de notre erreur.

Si un tel état d'esprit se généralisait, il finirait par porter atteinte à la force combattive du pays. Il ferait douter du gouvernement et du commandement. Il créerait en se propageant de l'arrière vers l'avant, un découragement parmi les unités qui ont déjà tendance à souffrir

¹⁸⁷ AN, F41-20, Le front de la démocratie.

¹⁸⁸ AN, F41-982, Renseignements destinés à la Presse et à l'information.

¹⁸⁹ *Ibid.*, Lettre envoyé à Giraudoux sur la censure dans les journaux, 28 novembre 1939.

¹⁹⁰ Dans divers lieux publics, des membres du personnel du Commissariat ont l'habitude de s'entretenir de questions de service. AN, F41-976, Instruction sur la censure, le 22 novembre 1939.

de l'inaction.¹⁹¹.

À la fin novembre, alors que la “guerre d’attente” est la principale cause de discussion et d’inquiétude dans l’opinion publique, le CGI cherche à renverser la situation.

Le meilleur service que la presse et la radio puissent rendre au pays, est de répéter tous les jours sous toutes les formes, que la période d’attente actuelle est favorable nos armes et qu’elle met de notre côté toutes les chances de victoire. On ne revient pas sur cette idée avec assez de continuité et d’acharnement.¹⁹².

Le 15 décembre suivant, Giraudoux, au déjeuner de *l’American Club* de Paris, suit les recommandations du Commissariat et répond clairement au critique.

Pourquoi nous faisons la guerre ? C’est très simple. Notre premier but de guerre est très simple : il est notre vie. Notre vie, que ce soit la vie de la France, que ce soit la vie de chaque Français [...]

Parfait, disent les autres. Mais pourquoi ne la faites-vous pas, cette guerre ? Pourquoi si vous avez la volonté de combattre, cette presque immobilité de votre front ? Est-ce parce que le matériel vous manque ? Est-ce parce que qu’ils s’est passée entre la France et l’Allemagne une entente officieuse qui vous permet d’intervenir sans interventions, d’agir sans action, pour sauver votre prestige et votre face ? C’est à ceux-là que je veux répondre maintenant. [...]

Notre armée est intacte, prête, formidable, mais luttant pour les principes de la vie contre les principes de la mort, nous serions en contradiction avec nous-mêmes si nous sacrifions un seul homme à la parade de la guerre. Alors que depuis trois mois notre armée, aidée bientôt des divisions anglaises, s’arc’boute dans un effort dont les journalistes américains ont été les premiers à voir le prodige pour barrer à l’Allemagne les chemins de terre vers la conquête du monde, alors que les flottes anglaises et françaises lui barrent les routes de la mer et des airs contre les bombardiers, les sous-marins, les corsaires, les mines, il me semble assez sacrilège de parler de convention ou d’un artifice.

Il explique ensuite quel est le véritable but de guerre français.

Donner à l’Allemand son vrai espace vital, c’est-à-dire, lui enlever son âme de soumission, rendre à l’Allemand sa vraie nature, c’est-à-dire lui interdire d’être par action ou omission le complice du mal, donner à l’Allemand sa vraie nourriture, c’est-à-dire remplacer son livre de haine, de mensonge, d’orgueil, par ses lectures d’autrefois et *Mein Kampf* par *Mein Frieden*.

Une Allemagne pacifique, quelle que soit sa population, modeste, quelle que soit l’ampleur de son territoire, humaine, quelle que soit sa fortune ou son infortune, voilà notre but de

¹⁹¹ AN, F41-982, Renseignements destinés à l’information radiophonique.

¹⁹² AN, F41-982, recommandation du CGI sur la guerre d’attente, novembre 1939.

guerre.¹⁹³

Sans autorité ministérielle et peu informé de la stratégie politique et militaire, le Commissariat général ne peut toutefois apporter la vigueur nécessaire pour remédier à la situation. Confiné à un simple rôle d'organisme administratif, il peut difficilement être un outil actif de la propagande. Faute de volonté politique et militaire, le travail du Commissariat, parsemé d'obstacles depuis le début des hostilités, est sans cesse confronté aux actions et décisions du gouvernement qui ne le consulte jamais.

3.3.1 Succès ou échec ?

Rien n'éclaire mieux les difficultés du Commissariat général que la publication du *Livre Jaune* français. Véritable outil de propagande, ce livre, édité par le Ministère des Affaires étrangères et qui contient des pièces relatives aux événements et aux négociations qui ont précédé l'ouverture des hostilités, devait légitimer l'entrée en guerre de la France et ainsi rallier à sa cause l'opinion publique mondiale. Or rien n'est fait pour assurer sa distribution.

De la déclaration de la guerre à la parution du *Livre Jaune*, à la fin décembre, aucun des Services du Quai D'Orsay n'a la possibilité d'étudier un plan général de lancement. Lorsque les volumes sortent de l'Imprimerie nationale, rien n'est donc prévu pour la diffusion, la traduction et la publicité. Le tirage initial du *Livre Jaune*, fixé à 20.000 exemplaires, témoigne également du manque flagrant de préparation. Le Service des expéditions des Affaires étrangères ne peut même pas assumer les envois dans tous les postes diplomatiques. Un examen attentif du précédent document, édité en 1914, montre pourtant qu'il s'est écoulé à plus de 200.000 copies¹⁹⁴. Enfin le 20

¹⁹³ AN, F41-978, Réponse à ceux qui nous demandent pourquoi nous faisons la guerre et pourquoi nous ne la faisons pas.

¹⁹⁴ AN, F41-24, rapport sur le *Livre Jaune*, le 19 janvier 1940.

décembre 1939, soit à la veille de sa publication, le prix de vente n'est pas encore arrêté. C'est dans ces conditions que le Ministère des Affaires étrangères confie au Commissariat général, à l'improviste et sans lui fournir de directives, le soin de diffuser le *Livre Jaune*¹⁹⁵. Pris au dépourvu face à une situation qui nécessite des décisions immédiates, le Commissariat doit alors agir rapidement et efficacement.

“Il est indispensable, par une publicité bien conçue dans la presse mondiale, d'attirer l'attention du grand public. Cette publicité pourrait être faite sous forme d'extraits commentés et variant dans chaque journal et bien entendu dans chaque pays.”¹⁹⁶. Cette recommandation du Commissariat entraîne, en décembre, une vaste campagne de publicité de presse et un grand nombre de demandes. Elles ne peuvent toutefois être immédiatement satisfaites, le *Livre Jaune* étant en réimpression. Afin d'entretenir l'enthousiasme et de ne laisser aucun doute dans l'opinion sur la responsabilité hitlérienne dans la guerre, le Commissariat provoque, entre le mois de janvier et la fin des hostilités, de nouvelles vagues de publicité. Le Paris-Midi et Le Temps titrent respectivement le 13 janvier et le 30 mars 1940 “Un gros succès de librairie : 150.000 exemplaires du *Livre Jaune*” et “Le *Livre Jaune* français a été, jusqu'à présent, tiré à 525.000 exemplaires”¹⁹⁷. On affirme également que le *Livre Jaune* est, à l'exception de *Mein Kampf*, le plus grand succès qu'un ouvrage politique ait jamais rencontré¹⁹⁸. Le succès technique de l'opération est indéniable, mais à l'heure importante du rationnement et des événements finlandais, le *Livre Jaune* et l'exploit réalisé par le Commissariat

¹⁹⁵ Ibid.

¹⁹⁶ Ibid.

¹⁹⁷ Ibid.

¹⁹⁸ Projet de présentation radiophonique du *Livre Jaune*. Ibid.

sombrent dans l'oubli collectif.

3.4 Le temps des contraintes

Un survol de la situation économique, établi par le Commissariat général, au début de la guerre souligne l'abondance des produits en France. En matière d'approvisionnement, la France semble nettement privilégiée.

L'Alimentation :

On peut tranquillement affirmer que les Français n'auront pas à souffrir de la guerre par manque de vivres, ce qui est fort important pour la résistance physique et morale du pays.

Matières premières :

La France importe par contre un certain nombre de matières premières; cuivre, pétrole, coton, laine, caoutchouc, etc. Contrairement à ce qui se passe pour l'Allemagne, très gênée par le blocus, la France possède de grandes possibilités de ravitaillement : les États-Unis, le Mexique, l'Amérique du Sud et l'Asie Mineure. La France n'a donc pas lieu d'être inquiète quant à son approvisionnement. Cela ne veut pas dire que les Français doivent gaspiller leur richesse et oublier que nous faisons la guerre. Ils pourront être appelés à accepter quelques restrictions dans l'intérêt du pays : le cas est déjà présenté pour la viande, dont un décret interdit la vente le Lundi afin de couvrir d'abord les besoins de l'armée.¹⁹⁹

À la fin du mois de janvier 1940, après six mois de lutte et pour stimuler la conduite de la guerre économique, l'instauration d'un système de rationnement est toutefois nécessaire. Sous l'influence de Paul Reynaud, ministre des Finances, Daladier, lors d'une allocution radiodiffusée, condamne vivement l'insouciance de trop de Français.

Il faut que chacun, à la place où il sert le mieux, porte le poids de la guerre. Le salut public exige l'égalité dans le sacrifice. Il faut que tous les Français acceptent de vivre dès maintenant comme vivent nos soldats, dans un esprit de dévouement et de sacrifice. Il faut, en un mot, que ceux de l'intérieur arrivent à se faire estimer de ceux du front à force de travail, de renoncement et de discipline.²⁰⁰

Ce discours produit une forte impression sur la presse qui encense aussitôt le message du président.

¹⁹⁹ AN, F41-21, Rapport établi par le CGI.

²⁰⁰ AN, F41-792, extrait du discours de Daladier, le 30 janvier 1940.

Les articles qui suivent, soutenus par le Commissariat général, aident à renforcer le moral du pays. Le Jour explique, dans les heures qui suivent l'exposé de Daladier, l'importance du moral dans la guerre : "Travail, renoncement, discipline, voilà donc la consigne, le triple bouclier que doivent opposer tous les Français à la malfaisance et à l'absurdité de la propagande allemande constamment avide d'abattre notre moral et d'exploiter, avec perfidie que l'on sait, les faiblesses du coeur humain."²⁰¹. Dès le lendemain, Le Temps et Les Débats emboîtent le pas. Le premier conclut que la bataille du moral peut être dès maintenant considérée comme gagnée.

Mais, c'est une bataille qui reprend tous les jours, qui ne connaît pas de trêve. La victoire du moral doit être gagnée à chaque instant et par chacun de nous. Elle le sera grâce à la discipline personnelle que nous devons nous imposer, grâce, à cette amitié française qui doit dominer toutes les divergences d'opinions, grâce enfin à ce sentiment que les civils doivent avoir et être, eux aussi, des soldats pour une victoire qui, suivant l'expression du Président du Conseil, dépasse de beaucoup la victoire des armes.²⁰².

Le deuxième discerne deux idées directrices du discours de Daladier :

1. La guerre exige de tous des sacrifices. Les plus grands sont faits par les combattants. La population de l'arrière a aussi des devoirs impérieux. Elle doit avoir, elle aussi, l'esprit de guerre, travailler beaucoup, accepter les gênes et les privations pouvant résulter des restrictions, prendre sa part de l'effort commun et collaborer de toutes ses forces à la victoire.
2. M. Daladier donne avec franchise un avertissement salutaire. La guerre totale, telle que la conçoit l'Allemagne n'est pas déchaînée. Mais elle se déchaînera et elle sera dure. La puissance franco-britannique est de force à résister et à triompher.²⁰³.

Quant au Populaire, c'est sans viser l'allocution, mais en tirant ses propres conclusions, que l'éditorialiste Paul Faure titre "Regardons la réalité" :

La presse française et l'opinion public, dit-il, commencent à se rendre compte qu'un pays en guerre ne vit pas de communiqués et de littérature, et que de formidables problèmes économiques se posent, de l'évolution de la solution desquels dépend toute la suite des événements.

²⁰¹ Ibid.

²⁰² Ibid.

²⁰³ Ibid.

Pas de front moral, pas de force militaire qui résisteront, dans aucun État belliqueux, à l'effondrement ou même l'affaissement trop accentué de la production et des échanges dans le triple domaine industriel, agricole et commercial.²⁰⁴

Ni un discours ni la campagne de presse n'arrivent toutefois à améliorer les comportements français. Malgré cette croisade sur le rationnement, les poursuites pour pratiques illicites continuent de s'intensifier alors que la politique de restriction est déplorée à l'intérieur même du gouvernement. Accaparé depuis près de deux mois par les événements de Finlande, Daladier lui-même, sensible à l'opinion publique, juge bon de ne pas trop brusquer le pays²⁰⁵. Incapable d'obtenir un appui ferme et continu, le Commissariat général ne peut, encore une fois, s'acquitter de sa tâche.

3.5 Sauvons la Finlande !

La propagande sur les buts de guerre s'essouffle en décembre quand la campagne d'aide à la Finlande prend le relais. Orchestré conjointement par le Commissariat général et par le cabinet Daladier, qui cherche à la fois à préparer les Français à une opération finlandaise et à se donner l'apparence vis-à-vis de l'Angleterre d'être poussé à l'action par l'unanimité de l'opinion française²⁰⁶, l'offensive est très efficace. À l'aide de confidences et de documents glissés par le gouvernement et le Commissariat²⁰⁷, la presse, principalement de droite, condamne vivement l'agression soviétique et revendique une aide militaire à la Finlande. La censure, tolérante et aussi souple que possible, laisse aller tandis qu'on détourne peu à peu l'attention de l'ennemi allemand vers l'U.R.S.S. Léon Bailby, le directeur du Jour, est le premier à prôner la lutte contre l'U.R.S.S.

L'affreuse tyrannie mongolique est l'alliée naturelle de l'hitlérisme. Rompre avec la Russie des soviets est tout aussi nécessaire pour les peuples libre que se battre contre l'Allemagne (...). Et c'est en engageant la lutte contre la première, parce qu'elle est

²⁰⁴ Ibid.

²⁰⁵ Crémieux-Brilhac, op.cit., p. 451.

²⁰⁶ Ibid., p. 370-371.

²⁰⁷ Ibid.

infiniment plus vulnérable, que nous aurons plus rapidement et plus sûrement raison de la seconde.²⁰⁸

L'Action française ajoute que la Finlande est la principale route vers la victoire : "C'est sur le front de la Finlande que nous pouvons, que nous devons remporter la première grande victoire, non seulement sur la Russie de Staline, mais sur l'Allemagne."²⁰⁹ Malgré certains articles plus modérés de la part de Léon Blum et Henri de Kerillis²¹⁰, la frénésie interventionniste et l'agitation anti-soviétique se poursuivent tout au long des mois de janvier et février.

C'est entre le 3 et le 13 mars, alors que la Finlande semble à bout de souffle, que le soulèvement de la presse atteint son sommet. Sous l'impulsion du Commissariat qui recommande "[...] de rappeler les efforts faits par les Russes depuis trois mois pour venir à bout de la Finlande et le peu de résultats obtenus par comparaison avec les efforts tentés et les pertes subies."²¹¹, les journaux, de gauche comme de droite, s'enflamment. Les articles dans Le Journal sont particulièrement cinglants, notamment les 5 et 11 mars :

5 mars 1940 :

Nous avons fait la guerre pour les Polonais [...]. Et l'on ne voit pas en quoi les Finlandais seraient moins intéressants que les Polonais. N'ont-ils pas été assaillis comme eux ? Sont-ils moins innocents ? Pouvons-nous moins les aider ?

Est-ce que par hasard, au mois de mars 1940, les soviets seraient sacrés ? Nous sommes en état de pénétrer en Finlande [...]. S'il y a des difficultés, elles ne sont pas militaire, mais politique et diplomatique. Il appartient à la direction de la Guerre de les bien peser. Prenons garde de tout perdre en voulant tout garder.

11 mars 1940 :

La Finlande a crié comme une malheureuse qu'on égorgeait [...]. De toutes les nations qui ont condamné la Russie, pas une ne lui a sauté dessus. Anglais et Français n'ont pas besoin

²⁰⁸ Le Jour, le 30 décembre 1939.

²⁰⁹ L'Action française, le 31 décembre 1939.

²¹⁰ Le Populaire, le 11 décembre 1939 et L'Époque, le 19 décembre 1939.

²¹¹ AN, F41-978, Les causes de discussions ou d'inquiétudes dans l'opinion public, mars 1940.

des voisins pour courir au plus pressé, dégager Petsamö et, par là, aider directement les Finlandais.²¹²

À la mi-mars, la quasi-totalité de la presse française est convaincue des bienfaits d'une intervention militaire en Finlande. Daladier, mesurant l'appui anglais depuis le début de la campagne, laisse, quant à lui, l'impression d'agir sans action. Le 12 mars 1940, la Finlande, épuisée par trois long mois de guerre et toujours sans renfort français, capitule et signe le traité de paix russo-finlandais. Le président du Conseil, principal responsable de la croisade finlandaise, s'apprête à en payer le prix.

3.6 De Daladier à Reynaud

L'épisode finlandais, qui visait à redonner du tonus à l'opinion et à améliorer l'image du chef du gouvernement, a plutôt l'effet contraire. Ce qui devait galvaniser l'esprit public se solde à l'inverse par un échec psychologique. Le moral du pays, fléchissant sans cesse depuis décembre, atteint alors son plus bas niveau. L'opinion française est profondément émue par la fin de la résistance de la Finlande. Déçue par son inaction, une large partie de la nation en a retiré le sentiment d'une défaite nationale²¹³. Afin d'empêcher l'affaissement du moral et d'expliquer l'échec de l'opération, Daladier rejette la responsabilité sur le manque de coopération des pays voisins. Une note du Commissariat général sur la paix soviétique confirme les intentions du président du Conseil :

Sans vouloir épiloguer sur le passé, on peut affirmer cependant que toutes les raisons déterminantes de l'acceptation finlandaise se rattachent à une cause essentielle : c'est l'attitude des pays neutres voisins de la Finlande, qui ont refusé tout à la fois de lui porter et de lui laisser porter secours.²¹⁴

Le temps et les appuis lui faisant défaut, Daladier ne peut toutefois apaiser la grogne du clan belliciste.

Les 19 et 20 mars, lors d'un comité secret, à la Chambre des députés, son gouvernement est soumis

²¹² Crémieux-Brilhac, *op.cit.*, p. 368.

²¹³ AN, F41-978, Les causes de discussions ou d'inquiétudes dans l'opinion public, le 23 mars 1940.

²¹⁴ *Ibid.*

à un vote de confiance. Défait par 45 voix, dont 283 abstentions²¹⁵ et renversé par la double action de ceux qui voulaient la guerre et de ceux qui voulaient la paix, Daladier laisse la place à son successeur, le ministre des Finances Paul Reynaud.

Le nouveau président du Conseil ne tarde pas à faire connaître ses politiques. Dans un discours à la Chambre, suite aux renversement de Daladier, il déclare :

Aucun d'entre nous n'a oublié les douloureuses leçons de la dernière guerre. Il y a des erreurs que nous ne commettrons pas de nouveau. C'est la raison pour laquelle la Chambre a si souvent, si justement applaudi le Président Daladier d'avoir ménagé du sang de nos soldats.²¹⁶

Si sa stratégie générale se veut semblable à celle de Daladier, sa vision de la propagande est très différente. Suite à la constitution du cabinet Reynaud, l'information est appelée à gagner en aisance et en puissance. Sous la responsabilité de Ludovic-Oscar Frossard, le Commissariat général se transforme en véritable ministère. Excelsior résume le décret, paru au Journal officiel, qui crée le nouvel organisme :

Ce texte groupe, sous une autorité unique, conformément aux vœux maintes fois exprimés dans le Parlement et le pays, les services du CGI et de l'administration de la Radiodiffusion nationale, du Centre permanent de l'Information générale et du Service du contrôle de la Radiodiffusion.

Ainsi le ministre de l'Information pourra accomplir sa mission qui est de recueillir, de mettre en oeuvre et de diffuser l'ensemble des éléments utiles à l'affirmation et la propagande sont devenues des armes véritables que notre pays ne saurait négliger sans péril en face d'un ennemi qui multiplie ses attaques violentes et insidieuses; demain, le rôle de l'Information française ne sera pas moindre dans la préparation et l'organisation de la paix [...].²¹⁷

Quelques jours après sa nomination, à l'inauguration de la Foire de Lyon²¹⁸, Frossard, qui demande

²¹⁵ Fonds Genébrier, série GE-5, sans titre.

²¹⁶ Ibid., Discours de Paul Reynaud à la Chambre, le 20 mars 1940.

²¹⁷ AN, F41-973, Revues de Presse, le 5 avril 1940.

²¹⁸ On peut s'étonner de l'incroyable rémanence des activités et habitudes françaises. Cette réalité montre bien l'inconscience de la menace, notamment dans les petites villes et villages.

le calme et la patience du peuple français en échange d'une rude franchise, explique ce qu'il entend faire pour défendre le moral.

L'information a deux grandes tâches à accomplir : la défense du moral français et l'attaque contre la propagande du Reich. Elle doit veiller à la défense du moral. Le moral, c'est la ligne Maginot de l'arrière, il est soutenu par l'union des coeurs et des esprits, qui double l'épaisseur des murailles de béton élevées à la frontière. Mais l'information doit prendre l'offensive. Son but, c'est le démantèlement du mensonge, c'est la chasse à l'erreur [...].²¹⁹

Alors que le gouvernement Reynaud se forme et se dote de nouveaux moyens de propagande, les critiques se font de plus en plus nombreuses.

Giraudoux, nommé au Conseil supérieur de l'information²²⁰, défend d'abord son héritage à titre de commissaire.

Le problème de l'Information est un problème ardu, mais relativement simple. Sa solution est d'avoir un pays suffisamment équipé de tous appareils ou organismes de diffusion, radio, presse, cinématographie, photographie. Sa solution est de donner au pays son sens moderne, sa vue moderne, son ouïe moderne. Il exige le réflexe rapide, l'amour du combat et de la riposte, et pour un Français, le choix instinctif entre le vrai et le suspect. La double charte que M. Frossard vient de rendre publique à Paris et à Lyon nous donne sur ces points toutes espérances. Il exige aussi des nouvelles -- elle ne semble pas devoir en manquer désormais.²²¹

La presse, quant à elle, parle d'une impression de crise parlementaire. Les éditoriaux du Temps et de L'Intransigeant s'interrogent sur les "Remous parlementaires" et la "lutte de couloirs", tandis que les Débats évoquent "La guerre et la politique" et la Liberté "Le danger de l'intérieur" pour analyser les effets de la division gouvernementale sur la guerre. Enfin, le Jour, qui s'attaque au nouveau ministère de l'Information, fait état du manque de papier pour la presse, outil utile de la propagande d'un pays.

²¹⁹ Ibid.

²²⁰ Frossard tient à donner, par la création d'un Conseil supérieur de l'information, un rôle honorifique à de hauts dirigeants politiques et littéraires.

²²¹ AN, F41-20, texte de Jean Giraudoux suite à la constitution du Cabinet Reynaud, le 21 mars 1940.

L'information, conclut-il, doit jouer dans la conduite de la guerre un rôle prépondérant. Nous ne pensons pas que M. Frossard, ministre de l'Information française, puisse concevoir sa propagande sans la presse. La presse ne peut vivre sans papier. Le journal est, au même titre que la char ou le canon, une arme de guerre. Notre alliée, la Grande-Bretagne, pour servir cette arme, a des stocks de munitions. Nous nous permettons de penser que ces munitions-là doivent, comme toutes les ressources militaires, financières et économiques alliées, être mise en commun.²²²

L'article du Journal des Débats, le 4 avril 1940, est toutefois le plus sévère.

En réalité, la crise ouverte par la retraite inopinée de M. Daladier n'a pas été résolue par la constitution du Cabinet. De là le malaise des chambres. M. Paul Reynaud s'est lui-même rendu la tâche difficile en formant une équipe qui ne répondait pas au vœu de l'opinion. En temps de guerre plus encore qu'en temps de paix, un gouvernement a besoin de l'opinion. C'est ce qui fit naguère la force de Clemenceau. Et c'est pourquoi, quelles que soient la bonne volonté et l'impartialité des Français, ils réclament toujours un cabinet de guerre.²²³

C'est dans ces conditions, sans régler les questions internes, que la France se précipite, le 9 avril 1940, à la défense de la Norvège attaquée par les forces allemandes.

3.7 Le début des hostilités

L'ouverture du front norvégien concentre très rapidement l'intérêt des Français. Les premiers combats, qui sont d'une grande violence, touchent particulièrement l'opinion publique. Face à l'écrasante puissance allemande, l'armée norvégienne semble incapable de résister. Afin d'éviter tout déferlement de fausses nouvelles et l'effondrement du moral, la censure est particulièrement prudente dans son appréciation des événements. Le ministère de l'Information soumet, le 11 avril, la mise en garde suivante : la raison commande l'attente.

Qu'ils se disent bien, insiste M. Frossard, qu'à côté de la guerre elle-même, sur terre, sur mer, dans les airs, une autre guerre, la guerre des ondes se poursuit avec un acharnement qui atteint en ce moment un paroxysme, qui utilise tous les moyens techniques les plus raffinés pour semer chez nous et chez les neutres anxieux du lendemain, l'incertitude et le doute.²²⁴

Quelques heures plus tard, le ministre Frossard explique aux Français, dans une allocution

²²² AN, F41-793, le Jour, 1 avril 1940.

²²³ AN, F41-973, Revue de Presse.

²²⁴ AN, F41-973, mise en garde du ministère de l'Information.

radiophonique, les motifs de la censure.

Depuis trente-six heures, le pays tout entier suit avec intérêt croissant les informations qui lui parviennent des capitales scandinaves. Il sait que les événements qui se déroulent là-bas peuvent avoir une influence capitale considérable sur le cours de la guerre; il voudrait être informé d'heure en heure. Ceux qui ont mission de le renseigner voudraient satisfaire sa légitime impatience.

Ministre de l'Information depuis quelques jours, journaliste moi-même et sensible à tous les frémissements de l'opinion, je voudrais demander à nos compatriotes de nous faire crédit; nous ne leur dissimulerons rien, mais nous ne leur demandons de se plier aux disciplines nécessaires .

Vous comprendrez donc que, parmi tant de dépêches d'agences, parmi tant d'émissions captées, un choix soit nécessaire. Nous ferons ce choix, animés du souci patriotique de ne rien faire, de ne rien dire, de ne rien laisser faire qui puisse compromettre le succès des opérations où, avec nos Alliés, nous sommes engagés.²²⁵

Si le ministère de l'Information réussit à filtrer les fausses nouvelles, il ne fait cependant rien quant au trop grand vent d'optimisme qui pousse certains éditorialistes à parler prématurément de victoire.

Le 15 avril, les succès anglais à Narvik redonnent espoir aux Français, de sorte que L'Action française écrit : "La Norvège sera-t-elle pour l'Allemagne une vaste souricière où l'ennemi laissera sans profit quelques divisions et la plus grande partie de sa flotte ? Ce n'est pas certain encore, mais il est permis de l'espérer."²²⁶ L'Ordre, enthousiasmé par les événements, titre quant à lui : "Est-ce le commencement de la fin ou la fin du commencement ?"²²⁷ . Alors que l'optimisme se fortifie et que le moral remonte²²⁸, la France annonce l'envoi d'unités terrestres en Norvège. De nombreuses photographies en première page de tous les journaux montrent les Français en route pour la Scandinavie. Le 26 avril, le Matin annonce le premier fait d'armes de la flotte française "La marine

²²⁵ AN, F41-973, extrait de l'allocation de M. Frossard à la radio.

²²⁶ Ibid.

²²⁷ Ibid.

²²⁸ AN, F41-794, voir Excelsior et la Justice, le 20 avril 1940

française a coulé trois bâtiments ennemis dans le Skagerrak [...]”²²⁹. Le 1er mai, suite à l’entrée en service de cinq nouveaux cuirassés anglais, le Journal considère la victoire comme déjà acquise “Une telle escadre, strictement neuve, surgissant tout à coup sur l’océan, assure aux Alliés la maîtrise des mers, la plus souveraine. Et cette maîtrise entraîne inévitablement la victoire finale de ceux qui la possèdent.”²³⁰. La réalité est toutefois très différente.

Les 2 et 3 mai, jugeant peu probable les chances de victoire, les troupes franco-britanniques évacuent la Norvège à Andalsnes. L’opinion française, qui apprend la nouvelle du débarquement par une déclaration de Chamberlain, est très diversement touchée. Si une majorité de Français se désole de la défaite norvégienne²³¹, d’autres condamnent vivement le silence du gouvernement.

Pourquoi notre gouvernement ne nous a-t-il rien dit ? Les Français sont pourtant capables, autant que quiconque, de regarder la vérité en face et de demeurer stoïques devant tous les chocs. Ils l’ont bien montré, durant l’autre guerre, au moment de Verdun. Alors pourquoi leur cacher des réalités qui, pour désagréables qu’elles puissent paraître, sont loin de présenter un caractère de gravité comparable, fût-ce de loin, aux grandes batailles de l’autre guerre, dont le grondement se faisait entendre jusqu’à Paris.²³²

Le Temps, qui veille sur le moral de la nation, incite également les services d’information et de censure à “[...] ne pas mettre moins de soin à protéger le public contre un optimisme puéril que contre un pessimisme enfantin.”²³³. Face à ces critiques, le ministre Frossard recommande à la presse de mettre en évidence les facteurs jugés plutôt favorables²³⁴. Les 4 et 5 mai, les grands titres sont donc beaucoup plus cléments envers le gouvernement : “Les opérations continuent à Namsos, à Narvik (

²²⁹ Ibid.

²³⁰ AN, F41-795, Revues de Presse.

²³¹ Ibid.

²³² Ibid.

²³³ Ibid.

²³⁴ Ibid.

Paris-Soir). -- Les Alpains sont en action -- La R.A.F. poursuit ses raids efficaces (Libertés). -- En déplaçant leur front, les Alliés reprennent l'initiative des opérations (Intransigeant).²³⁵ Le 6 mai, à l'aube de la bataille de France, la fête de Jeanne d'Arc, célébrée avec ferveur, atténue l'effet de l'échec norvégien et apaise l'opinion française.

Bilan d'une guerre sans bataille

En septembre 1939, la France est aux prises avec une guerre que personne ne voulait, pire encore, que personne n'avait réellement préparé. Frappée par la dénatalité et le vieillissement, divisée sur le plan politique et gagnée par le pacifisme, la France crut jusqu'en 1938 pouvoir éviter une autre guerre. Imprégnée par cet esprit, la stratégie française, élaborée dans l'entre-deux-guerres, est principalement défensive portée à attendre cantonnée derrière la ligne Maginot. Il n'y a pas de grande et vigoureuse politique de guerre et, sans elle, il ne pouvait, par conséquent, y avoir de grande et vigoureuse politique de l'information. La drôle de guerre fournit toutefois la possibilité à la France d'exalter et de galvaniser la ferveur du pays.

La propagande n'a toutefois pu apporter aux Français en guerre le supplément d'âme qui leur manquait. La division de la classe politique et l'absence de volonté gouvernementale, jumelées aux effets de la guerre immobile, n'ont fait qu'accentuer l'impuissance d'un Commissariat général déjà dénué, par sa constitution, de toute autorité. Sans réel pouvoir et tributaire du président du Conseil, il agit de façon tantôt positive, tantôt négative, plus particulièrement dans le sens de l'illusion, de la peur et de l'angoisse qu'inspiraient les coûts d'une nouvelle guerre. La propagande française pendant la drôle de guerre a, en définitive, reflété l'état d'esprit d'une majorité de Français, ainsi que celui de

²³⁵ Ibid.

son véritable porte-parole : Daladier.

Chapitre 4

La fin des illusions

Après de long mois d'immobilisme, de propagande trompeuse et d'opérations secondaires, les Français n'ont toujours pas le sentiment d'être en danger. Le 10 mai 1940, les sirènes réveillent toutefois plusieurs villes de France. À Paris, bien des gens n'y croient pas. Des parents poussent même l'inconscience "[...] jusqu'à laisser des enfants stationner sur des balcons d'étages supérieurs pour assister aux tirs de D.C.A. et aux évolutions des avions."²³⁶ Le gouvernement est, quant à lui, pris au dépourvu. Il est en état de crise depuis le 9 mai au matin et la presse fait écho d'un remaniement ministériel²³⁷. Personne n'envisageait le début des opérations. Si les réactions populaires sont modérées, voire sceptiques, quant à l'importance de la menace, la brutalité de l'offensive allemande et la percée de l'ennemi vont bientôt créer pour l'opinion publique française une dramatique surprise morale.

4.1 Le dernier leurre

Entre les 11 et 15 mai, en dépit des alertes incessantes, la vie reste normale pour une majorité de Français. Anesthésié par les silences de l'État-Major et le bourrage de crâne de la presse, le moral du pays tient bon. Le 12 mai, malgré l'avancée des forces allemandes jusqu'à la Meuse, le Temps, qui dissimule les faits, parle des premiers succès français.

Le premier jour de la bataille d'occident laisse une impression de 'réconfort', du fait que le dispositif de défense a joué comme prévu, que la riposte aérienne s'est révélée efficace, du fait encore du soulèvement des forces morales, rendu sensible par le télégramme du Pape aux souverains des pays envahis et par l'appel du Président

²³⁶ Crémieux-Brilhac, op.cit., p. 541.

²³⁷ Reynaud veut remplacer Gamelin alors que Daladier s'y oppose. AN-F41-795, Revues de Presse.

Roosevelt à tous les États d'Amérique.²³⁸

Du 13 au 15 mai, le moral des militaires français subit de nombreux assauts. Le 13, alors que les Allemands élargissent leur tête de pont à Sedan, la panique s'installe au sein des armées du front attaqué. La propagation de nouvelles alarmistes, que le commandant local est incapable de maîtriser, a de fâcheuses répercussions. Il y a “[...] désorganisation des liaisons et, à la suite d'un coup de téléphone alarmant, le général Beauder, commandant de la 71e division a replié [...]”²³⁹. Le 14 au matin, suite aux attaques allemandes au sud d'Hermeton, le commandement flanche. Le général Roton explique la nature des événements : “Au cours de douze heures de combat le commandant de la division [sic] charge trois fois le P.C. sortant de 20 kilomètre vers le sud-est, s'éloignant chaque fois de la zone de combat et de son commandement de corps d'armée et renonçant, en fait, à commander ses troupes.”²⁴⁰. Le 15 mai, ne disposant d'aucune réserve pour contre-attaquer l'offensive allemande entre Rethel et Laon, le généralissime Gamelin constate l'étendue de la défaite²⁴¹.

À l'intérieur rien n'y paraît. L'opinion publique, endormie par la propagande, n'imagine pas encore l'ampleur de la débâcle. Au troisième jour de la bataille, le bilan des opérations fait par le ministre de l'Information, reproduit en première page de la Justice, vise à rassurer la population : “Nos armées établissent le solide barrage qui doit arrêter la ruée de l'ennemi [...] Nous ne sommes qu'à la phase préliminaire des opérations.”²⁴². La campagne ‘s'unir-travailler-souscrire’, amorcée le 15 mai alors que le sort du pays est en danger, montre également bien l'aveuglement dans lequel

²³⁸ AN, F41-795, Revues de Presse.

²³⁹ AN, 496AP-36, le mauvais moral des troupes.

²⁴⁰ Ibid.

²⁴¹ Albert Kammerer, La vérité sur l'Armistice, Paris, Édition Médicis, 1945, p. 23.

²⁴² AN, F41-795, Revues de Presse.

sont maintenus une majorité de Français.

S'unir :

Qu'elles que soient leurs opinions, les Français ripostent victorieusement aux attaques empoisonnées de la propagande allemande, qui cherche sans se lasser à nous diviser pour nous affaiblir.

Diviser, nous serions vaincus. Unis entre nous, unis à nos alliés, nous sommes invincibles. Nos soldats doivent sentir derrière eux une Nation qui met résolument de côté tout ce qui divise et se consacre, à ce qui, seul, importe aujourd'hui : gagner la guerre.

Travailler :

Travailleur des champs, si la terre n'est pas cultivée, ni l'avant, ni l'arrière, ne recevront le pain et le vin de la France. Il faudra acheter à l'étranger de quoi nourrir nos soldats et leurs familles.

Travailleurs des villes, si les usines ne marchent pas à plein rendement, il faudra se procurer à l'étranger, avions, chars et canons. Travailler, c'est rendre la guerre moins coûteuse, c'est économiser les ressources du pays, c'est rendre la France plus forte.

Souscrire :

La guerre se fait avec des hommes. Mais, leur vie doit être protégée. Pour y réussir, il faut un armement moderne, chaque jour plus perfectionné. Un canon en plus, une mitrailleuse en plus, un char d'assaut en plus : ce sont des morts françaises en moins.²⁴³

Toute lucide qu'elle soit, la nation veut obstinément croire au miracle²⁴⁴. En ces heures décisives, la propagande s'avère le reflet de cet espoir.

4.2 Le choc du 16 mai

En cette sixième journée de guerre, les revers français sont si importants que Gamelin ne peut garantir la sécurité du gouvernement et que le président du Conseil, Paul Reynaud, cherche à quitter la capitale. En fin de matinée, alors que Paris-Midi annonce l'évacuation de Sedan²⁴⁵, les Français, qui ne se doutent pas de l'importance du désastre, se heurtent à la dure réalité. Le calme laisse alors rapidement place à l'incrédulité. Qu'était-il arrivé ? Assurément la puissante armée française avait dû être renversée par des moyens considérables. Pourquoi ne s'y était-elle pas préparée et qu'allait-il

²⁴³ AN, F41-27, 's'unir-travailler-souscrire'.

²⁴⁴ Crémieux-Brilhac, *op.cit.*, p. 571.

²⁴⁵ Alistair Horne, To lose a battle, France 1940, Toronto, Little Brown and company, 1969, p. 389.

maintenant arriver ? La confusion s'intensifie au début de l'après-midi lorsque la rumeur veut que le gouvernement s'apprête à abandonner Paris et que les Allemands pourraient y être dans la soirée. L'incapacité de l'information à contrôler ce vent de panique contribue à affaiblir la confiance et à propager la démoralisation²⁴⁶.

Avisé de la situation, Reynaud, qui se prépare à fuir, reprend son sang-froid et s'adresse en soirée à la nation. Ferme et confiant, le président du Conseil condamne les fausses nouvelles et signifie ses intentions de rester dans la capitale : "On a fait courir les bruits les plus absurdes. On a dit que le gouvernement voulait quitter Paris : c'est faux. Le gouvernement est et demeurera à Paris [...]"²⁴⁷. Apaisée par le discours de Reynaud, la vie reprend son cours normal. Comme l'explique Camille Chautemps, la propagande a de nouveau endormi l'opinion publique en niant le péril, au lieu de l'appeler à le réaliser et de galvaniser sa volonté pour y faire face²⁴⁸. Néanmoins, afin de rétablir la confiance des Français envers le gouvernement, Reynaud fait appel à une figure emblématique, le maréchal Philippe Pétain.

4.3 Un remaniement moral

Pour maintenir l'espoir et montrer que la France a toujours la volonté de vaincre, Reynaud annonce, le 18 mai, l'entrée au gouvernement du maréchal Pétain. Il explique sa décision en parlant de nouveau aux Français :

Je vous ai dit avant-hier que l'ennemi avait réussi à faire au sud de la Meuse une large poche. Cette poche s'est élargie vers l'ouest. La situation est grave. Elle n'est nullement désespérée. C'est dans des circonstances comme celle-ci que le peuple

²⁴⁶ Chautemps, *op.cit.*, p. 75.

²⁴⁷ Louis-Dominique Girard, *La guerre franco-française*, Paris, André Bonne, 1950, p. 76.

²⁴⁸ Chautemps, *op.cit.*, p. 79.

français montre ce qui est en lui. La grandeur de notre peuple est qu'il oublie ses propres souffrances pour ne plus penser qu'à celles de la patrie.

Ce que le pays attend du gouvernement, ce ne sont pas des paroles : il n'en a que trop entendus depuis des années. Ce sont des actes qu'il veut.

Voici la première décision que je viens de prendre : le vainqueur de Verdun, celui grâce à qui les assaillants de 1916 n'ont pas passé, celui grâce à qui le moral de l'armée française, en 1917, s'est ressaisi pour la victoire, le maréchal Pétain est revenu ce matin de Madrid où il a rendu tant des services à la France. Il est désormais à mes côtés, comme ministre d'État, vice-président du Conseil, mettant toute sa sagesse et tout sa force au service du pays. Il restera jusqu'à la victoire.²⁴⁹

En 1942, Reynaud justifie son choix comme suit : "Pétain constituait une valeur que j'ai exaltée afin de l'utiliser au maximum pour le bien commun. Les Français aiment la gloire militaire et aiment les vieillards [...] Le 21 mai, les Sénateurs se levèrent et acclamèrent longuement le maréchal Pétain enfin appelé au gouvernement [...]"²⁵⁰. Ces propos de Reynaud expliquent en partie la nomination du général Maxime Weygand, héritier spirituel de Foch, à titre de chef d'état-major général et commandant en chef des armées alliées. Succédant à Gamelin, il adresse aux troupes, le 25 mai, un ordre moral ainsi conçu :

La bataille d'où dépend le sort du pays, sera livrée, sans esprit de recul, sur la position que nous occupons actuellement. Tous les chefs, du commandement d'armée au chef de section, doivent être animés du désir farouche de se battre sur place jusqu'à la mort. Si les chefs donnent l'exemple, leurs troupes tiendront, et ils seront en droit, s'il le faut, de forcer leur obéissance.²⁵¹

Grâce aux discours et aux changements orchestrés par Reynaud, le moral français encaisse bien le choc des premières défaites.

4.4 Espoir et optimisme

Prise au dépourvu, l'opinion publique cherche toutefois des coupables. Suite à la destitution

²⁴⁹ Girard, *op.cit.*, p. 84.

²⁵⁰ Kammerer, *op.cit.*, p.29.

²⁵¹ Jacques Benoist-Méchin, Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident, Paris, Albin Michel, 1956, p. 10.

de Gamelin, on retrouve en tête de liste le roi Léopold III de Belgique qui capitule le 28 mai 1940.

Dégoûté et atterré par cette nouvelle, le président du Conseil informe les Français des événements.

Je dois annoncer aux Français un événement grave. Cet événement s'est produit cette nuit. La France ne peut plus compter sur le concours de l'armée belge. Depuis 4 heures du matin l'armée française et l'armée britannique combattent seules dans le Nord contre l'ennemi... Voici qu'en pleine bataille le roi Léopold III, sans prévenir le général Blanchard, sans regard, sans mot pour les soldats français et anglais qui, à son appel angoissé, étaient venus au secours de son pays, le roi Léopold III de Belgique a mis bas les armes.²⁵²

Afin de bien faire digérer le drame à l'opinion publique, Reynaud renchérit en condamnant vivement la capitulation belge :

Encore sous le coup de l'odieuse trahison du roi des Belges, la tristesse et le dégoût sont en moi depuis hier. Devant une telle infamie, je bouillonne... Nous vivons des temps tragiques, l'heure est grave, très grave, mais je suis sûr, absolument sûr qu'après bien des revers présents et à venir, l'heure du châtement sonnera pour le monstre qui a déchaîné cet horrible carnage.²⁵³

Malgré ce dur coup, l'espoir et la confiance reviennent. La consolidation provisoire du front donne l'illusion d'un redressement militaire et de nombreux Français se laissent prendre au jeu de l'optimisme.

- On va les arrêter, j'ai confiance, l'armée est intacte, on va se ressaisir [23 mai].
- Ne vous en faites pas, d'ici deux ou trois jours, les Allemands auront pris la purge [24 mai].
- Tranquillisez-vous, dans quinze jours il y aura du changement (...) Je crois qu'ils doivent être à bout de souffle (...) [23 mai].
- La T.S.F. a dit que Lille est en danger... Mais tu sais, je garde une confiance miraculeuse [24 mai].
- Heureusement que Weygand a rappliqué.²⁵⁴

Encore une fois l'information fait fausse route. Si ce sursaut de l'opinion publique s'avère spontané, il en est tout autrement à la fin du mois de mai. Sous l'impulsion du maréchal Pétain, la propagande de la victoire par miracle s'amplifie.

²⁵² Kammerer, *op.cit.*, p. 65.

²⁵³ Crémieux-Brilhac, *op.cit.*, p. 570.

²⁵⁴ *Ibid.*

Le 26 mai, pour sauvegarder le moral de la nation, Pétain somme Reynaud de mettre en place une campagne d'opinion "patriotique" autour des thèmes suivants :

L'armée est le rempart matériel et moral du pays. Dans la paix comme dans la guerre, elle représente ce qu'il y a de meilleur dans la nation. [...] La publicité donnée aux limogeages de généraux, alors que nous sommes en plein péril atteint l'armée, qu'on le veuille ou non.

[...] Le moral du pays n'est pas réconforté par des charrettes de généraux. Bien au contraire, il conclut à la trahison et à l'insuffisance des sanctions. Il suffit d'écouter autour de soi pour entendre des récits de suicide de généraux, de chefs qui ont passé à l'ennemi, etc.

[...] Ainsi, le pays tout naturellement oublie les fautes qu'il a et que nous avons toutes commises pendant vingt-deux ans, ce goût de la vie tranquille, cet abandon de l'effort qui nous ont amené là où nous sommes, bien plus que les défaillances individuelles.

[...] C'est pour le [sic] *mea culpa* que nous devons faire si nous voulons être sauvés. L'armée doit rester en dehors des polémiques.

[...] Pas de politique plus ou moins habile tendant à un reflet des responsabilités sur les chefs de l'armée et dont l'armée ferait finalement les frais. Ce serait une trahison envers le pays qui, ne pouvant plus se raccrocher à rien glisserait vers l'anarchie, alors que l'ennemi est sur notre territoire.

Non seulement, il faut immédiatement mettre un terme à ces communiqués mais il faut remplir les journaux de la T.S.F. de la vaillance constante de nos troupes et de leurs chefs. C'est, comme en 1914-1918, une des conditions essentielles de notre salut.²⁵⁵

Dès le lendemain, le président de Conseil obtempère. Entre le 29 mai et le 8 juin, l'enthousiasme de la presse est à la limite de l'inconscience. C'est au début juin, suite à l'évacuation de Dunkerque, que l'exaltation culmine. L'Action française écrit, dans son édition du 2 juin, "Dunkerque, prestigieux fait d'armes" tandis que Le Matin, le 4 juin, titre "Exploit sans précédent : il n'existe pas d'épopée plus héroïque dans toutes nos annales."²⁵⁶ Le 6 juin, Reynaud joue également le jeu. Il déclare lors d'une allocution radiophonique :

Depuis quinze jours, j'ai pris deux fois la parole. Chaque fois, ce fut une mauvaise nouvelle que je vous ai annoncée. Le 21 mai devant le Sénat, j'ai dit : "Les Allemands sont à Amiens." Le 28 mai, je vous ai dit : "Le roi des Belges nous a trahi, la route de Dunkerque est ouverte."

²⁵⁵ Ibid., p. 572.

²⁵⁶ AN, F41-795, Revues de Presse.

Aujourd'hui, à une heure qui reste grave, je viens vous apporter des raisons d'espérer. Non des mots, mais des faits.

A Dunkerque, le cercle d'acier ne s'est pas refermé. 335 000 soldats alliés se sont embarqués, apprenant à l'Allemagne ce que signifie la maîtrise de la mer. L'héroïsme de la bataille des Flandres et des combats d'arrière-garde devant Dunkerque est désormais passé dans l'histoire. Au cours de ces journées, la valeur de nos chefs militaires s'est affirmée d'une façon magnifique.²⁵⁷

Le 8 juin, alors que les Anglais n'ont plus qu'une division en France et qu'ils refusent d'envoyer leurs escadrilles appuyer les troupes françaises²⁵⁸, Excelsior prétend que "Dans trois semaines, l'Angleterre pourra mettre en ligne autant d'avions que le Reich"²⁵⁹. La tactique fonctionne bien, de sorte que les Français reprennent un peu d'espoir dans l'attente des événements et du succès des opérations.

4.5 L'effondrement

Le 7 juin le front est percé sur la Somme, le 9 sur l'Aisne. Le 10, Mussolini déclare la guerre à la France et, dans la soirée, le gouvernement quitte Paris. Malgré l'ampleur du désastre, le chef de l'information de la Savoie rapporte, dans un communiqué destiné au ministre de l'Information Frossard, le bon moral des civils et militaires.

Moral de la population :

La déclaration de guerre de l'Italie n'a surpris personne. Depuis longtemps déjà, toute la population sentait que cet événement devenait inéluctable. Le moral du public n'a pas été atteint. [...] On remarque un calme absolu parmi tous les fonctionnaires. [...] Les commerçants eux aussi sont calmes.

Moral des militaires :

Le moral des militaires est réconfortant à observer. Les jeunes recrues partant à l'exercice ou à la manoeuvre défilent dans les rues d'une crâne allure, montrant dans la vigueur de leurs chants de marche tout l'élan de patriotisme de leurs aînés de 1914-1918. On a l'impression

²⁵⁷ Benoist-Méchin, op.cit., p. 12.

²⁵⁸ Crémieux-Brilhac, op.cit., p. 584.

²⁵⁹ AN, F41-795, Revues de Presse.

réconfortante, qu'avec une pareille jeunesse, la France ne peut être abattue.²⁶⁰

Ces propos, véridiques ou tout simplement de nature patriotique, ne reflètent en rien la réalité du reste de la France. Pour une majorité de Français, l'heure est à l'exode. Chaque jour, chaque heure apporte au gouvernement des preuves saisissantes et inattendues de la rapidité de la décomposition du corps Français. Comme l'explique Paul Baudoin, ministre des Affaires étrangères sous Pétain, "La nation tout entière s'effondrait, au moment même où elle était envahie par une armée aux actions rapides, puissantes, précises, soulevée par une idéologie exaltée par la victoire. Cette armée n'allait-elle pas profiter du néant qui s'ouvrait devant elle pour faire main basse sur les âmes françaises en dérive ?"²⁶¹.

Le 12 juin, l'espoir disparaît quand Weygand donne l'ordre de retraite générale des armées. Dans la nuit du 13 au 14, Paul Reynaud s'adresse à la nation. Il dit alors, avec une intonation sensiblement résolue, avoir lancé un nouvel et dernier appel au Président Roosevelt : "Le peuple américain hésiterait-il à se déclarer contre l'Allemagne ? [...] l'heure est venue pour les autres démocraties de payer envers la France leur dette de reconnaissance morale et matérielle. Notre combat, chaque jour plus dangereux, serait désormais dépourvu de sens si, en le continuant, nous ne voyions pas, même très loin sur l'horizon, grandir l'espoir d'une victoire commune."²⁶². Suite à ce discours et à l'ordre de retraite, la panique gagne les Français. On assiste à des déplacements de population sans précédent. Le témoignage de Romain Rolland montre l'immense confusion qui

²⁶⁰ AN, F41-21, Le chef du centre départemental à l'Information de la Savoie à Monsieur le ministre de l'Information à Paris, le 10 juin 1940.

²⁶¹ Fonds Genébrier, série GE-17, Réflexion de Paul Baudoin sur l'armistice, octobre 1943.

²⁶² Kammerer, *op.cit.*, p. 137.

règne alors sur les routes françaises.

14 juin au soir. Depuis la nuit dernière un flot ininterrompu coule sur les deux routes, en face de ma fenêtre, celle d'Avallon et celle d'Auxerre, un flot continu de véhicules, de camions, d'armes et de réfugiés, avec un grondement ininterrompu. C'est toute une moitié de la France qui s'enfuit. Ils viennent de la Seine, de la Seine-et-Oise, de la Seine-et-Marne, de l'Eure, de l'Orne, de l'Oise, etc. Macha, qui est allée ce matin à Clamecy, est revenue bouleversée de l'aspect de ces pauvres gens, de ces enfants qui couvrent les routes. Il y en a des milliers et des milliers. Clamecy en a peut-être 10 000 à 20 000.

Samedi 15, 8 heures du matin. La panique s'est emparée de tous les habitants. Tous les Vézéliens ont dormi ou non dormi, cette nuit, auprès de leurs valises faites, même les vieux, les septuagénaires. Et la gendarmerie, ne tenant aucun compte des ordres donnés à Paris par le préfet de police, se tient prête aussi à décamper.

L'exode monstrueux continue sans désemparer depuis vingt-quatre heures, sans arrêt, sans répit, ni jour, ni nuit. On entend toujours les autos et les camions gronder. C'est insensé ! Cette fuite éperdue de tout un peuple. Et où ? Est-ce qu'il le sait...²⁶³.

Si la plupart des Français s'enfuient, d'autres restent pour accueillir les Allemands. Le Commissaire divisionnaire Michaud commente les événements de Royan. "Du moral de l'arrière, je puis donner mon témoignage personnel sur l'entrée des Allemands à Royan en juin 1940 : les femmes se jetant au cou des envahisseurs et fraternisant immédiatement et les commerçants faisant des frais [sic] avec les officiers et leur réservant déjà leurs stocks. Attitude si scandaleuse que le maire de Royan a dû faire diffuser à travers la ville, par haut-parleur, des instructions pour que la population ait une tenue plus décente."²⁶⁴. Quant au gouvernement, devant l'avancée des forces allemandes, il se replie le 16 juin à Bordeaux.

4.6 L'armistice

Bordeaux, dimanche le 16 juin 1940 : Reynaud reçoit cinq lettres de Français qui voient clairement l'enjeu des heures à venir. Chacun d'entre eux l'enjoint de ne pas capituler.

(1) Cher monsieur Reynaud,

²⁶³ Romain Rolland dans Crémieux-Brilhac, op.cit., p. 588.

²⁶⁴ AN, 496AP-36, rapport du Commissaire divisionnaire Michaud (9eme armées), sd.

Je suis une Française parmi d'autres et je veux rester française. Je viens vous apporter le témoignage de ma reconnaissance infinie pour tout ce que vous faites pour notre France si belle. Je n'ai rien à perdre ni à gagner, mais si vous saviez combien j'aime mon pays. Je vous supplie de ne pas abandonner la lutte. Nous vaincrons parce que notre âme est pure.

(2) Pour toute les mères françaises.

Une mère qui a son fils qui se bat vous dit : Avec la France et avec Dieu, nous vaincrons. Confiance et courage (...) Même s'ils viennent à Paris, ils n'auront pas gagné.

(3) [...] Nous avons confiance en vous, nous voulons vous garder pendant la guerre et après. Vive la France ! Vive Reynaud !

(4) Un groupe de Françaises vous supplie en grâce de ne pas capituler. Nous acceptons à l'avance toutes les souffrances et les épreuves, mais jamais la honte d'une capitulation.

(5) Monsieur,

Si nous tenons l'Afrique du Nord solidement en y évacuant le plus possible de troupes, si nous pouvons tenir, l'Angleterre même sans cela étant maîtresse des océans, nous gagnerons la guerre. [...] S'il vous faut pour cette tâche des hommes animés de foi, d'une énergie forcenée, j'en suis. Courage et énergie et vive la France.²⁶⁵

En dépit de ces témoignages, Reynaud, qui siège depuis onze heures au Conseil des ministres, est épuisé et, sans assumer pleinement son raisonnement, ne croit plus à la victoire. À défaut d'endosser l'armistice, Reynaud démissionne et laisse sa place à Pétain qui annonce, le 17 juin 1940, la reddition française.

À partir du 28 juin 1940, le régime collaborateur de Pétain s'applique à libérer la France de "l'ancien état de chose". Sous la responsabilité du nouveau commissaire Jean Prouvost, l'information et la propagande se radicalisent pour se modeler sur celle de l'Allemagne nazie. Les consignes de presse du 4 juillet annoncent sans équivoque l'orientation future :

Préparer l'opinion à une révision de la Constitution dans le sens de la suppression du parlementarisme.

Ne pas laisser passer les attaques socialistes.

Dire qu'il y a trop d'étrangers en France. Ne pas parler des juifs.

Rien sur de Gaulle et l'action de l'Angleterre dans nos colonies.²⁶⁶

²⁶⁵ Crémieux-Brilhac, *op.cit.*, p. 594-595.

²⁶⁶ *Ibid.*, p. 608.

Les Français s'accrochent au passé glorieux représenté par des hommes comme Pétain et Weygand pour garder le moral dans la défaite. Ce sont toutefois ces héros qui, quelques semaines après la débâcle, mettent définitivement fin à la IIIe République. Le régime de Vichy vient de commencer.

Conclusion

Depuis plus d'un siècle, du fait d'une civilisation qui ne comporte [sic] ni l'insistance des naissances ni l'implacabilité de l'exportation, par l'affaiblissement aussi de son oligarchie dirigeante et exploitante, la France n'a été dans les guerres que l'élément de résistance et d'opposition à la guerre. Pour l'Allemagne une guerre a toujours été la première, un printemps guerrier, pour l'Angleterre la suivante, pour la France la dernière. [...]

La guerre est admise définitivement comme solution rationnelle, ce que le Français n'a jamais permis, surtout quand il se battait. La mort est admise comme recette et sauvegarde sociale, ce que le Français n'a jamais accepté surtout quand il mourait.

C'est vraiment dans un duel avec la guerre que la France s'est épuisée et a été mise hors de jeu, dans son corps par le sacrifice sans mesure de 1914, dans sa force spirituelle par vingt ans de mobilisation presque générale et d'efforts surhumains.²⁶⁷

Ainsi s'exprime Jean Giraudoux en 1942. L'observation est essentielle pour comprendre les causes morales de la défaite de juin 1940. La Grande Guerre et ses suites pèsent sur les Français de 1939-1940 non seulement dans l'angoisse qu'inspire le coût d'une nouvelle guerre, mais également dans un sentiment qu'ignorent leurs aînés de 1914 : la peur de l'Allemand. L'opinion publique convient alors de ne plus jamais se lancer dans une telle entreprise. Dès lors, l'état d'esprit et les influences idéologiques de la France sont inconsciemment construits sur les bases du pacifisme. Entre 1918 et 1939, la volonté de paix se renforce jusqu'à favoriser tout un engrenage de renoncement. Dans une nation, déjà anesthésiée par la peur viscérale d'un risque de nouveau conflit, l'obsession du pacifisme conduit à un aveuglement collectif du pays qui n'épargne qu'un petit nombre²⁶⁸.

La propagande, créée en juillet 1939, pouvait-elle inverser, en quelque mois, des années d'inertie et de dénis ? Des esprits critiques, tels Duroselle et Rossi-Landi, ont rapidement conclu,

²⁶⁷ Jean Giraudoux, De pleins pouvoirs à sans pouvoirs, n.éd., Paris, julliard, 1994, p. 260-261.

²⁶⁸ Laborie, op.cit., p. 108.

sans toutefois en analyser les rouages, à l'incompétence du Commissariat général à l'information et de son haut-commissaire, Jean Giraudoux. L'information et la propagande furent, à coup sûr, insuffisantes et sans vigueur, mais jamais aussi contestables qu'on ne l'a dit. Sans autorité ministérielle et confiné à un simple rôle d'organisme administratif, le Commissariat général ne put jamais s'acquitter de sa mission. La faiblesse de la propagande n'a fait que refléter l'attentisme, les réticences à modifier les habitudes quotidiennes et l'indécision devant des choix politiques de la France de l'entre-deux-guerres. Pour bien comprendre l'impuissance de la propagande française, il faut rappeler l'organisation et la prestation du Commissariat général et de son dirigeant Jean Giraudoux.

Tout d'abord, le secrétariat du Conseil supérieur de la Défense nationale entreprend, en 1927, d'unir sous un seul commandement la censure et la propagande. Il en résulte une Instruction, signée par Raymond Poincaré, qui jette les bases d'un Service général à l'information relevant directement du président du Conseil. Créé à la mobilisation, cet organisme se doit d'exercer sur la Presse et l'opinion publique une action morale conforme aux intérêts de la Défense nationale. La résistance administrative va toutefois empêcher le bon fonctionnement de la nouvelle entité. La radiodiffusion, qui connaît un développement fulgurant, est subordonnée à la présidence du Conseil. Le ministère de l'Intérieur, à qui revient la responsabilité de mobiliser la propagande française, se montre peu disposé à agir et à contrôler la presse qui relève du secteur privé. Personne ne remanie les dossiers et les problèmes administratifs persistent jusqu'au début des hostilités. Le 29 juillet 1939, c'est sans autorité réelle et sans coopération de la presse que le nouveau commissaire à l'information, Jean Giraudoux, doit mener la propagande française.

Trop souvent critiqué, le choix de Giraudoux au poste de haut-commissaire est loin d'être aussi regrettable qu'on l'a prétendu. Il est au courant des problèmes du Commissariat mais n'a jamais l'autorité nécessaire pour y remédier. Dès le 26 août 1939, soit un mois après sa nomination, on lui impose un personnel militaire pour lui enlever, au début septembre, le contrôle de la censure et de la propagande. Malgré ses nombreux appels à la Chambre et à Daladier, rien n'y fait. Giraudoux n'est qu'un pantin. Il doit se contenter de prononcer de petits discours, et encore quand on lui en donne la permission. Si l'on pense que la faute lui incombe, c'est que l'on n'a pas compris que, dans les faits, c'est Daladier qui tire les ficelles. Incapable de se faire justice, Giraudoux est le bouc émissaire parfait. Le ministère de l'Information de la Libération, en 1944-1947, répondra toutefois exactement aux ambitions et au schéma conçus par Giraudoux en 1939-1940²⁶⁹.

Quant au Commissariat général, ses politiques, calquées sur la stratégie militaire, sont défensives et attentistes. Il ne peut réellement, puisque le territoire n'est pas envahi ni même menacé, copenser l'érosion de l'esprit combatif entre septembre 1939 et mai 1940. Ce n'est qu'autour du 25 mai, alors qu'elle est déjà perdue, que la guerre prend le caractère d'une guerre nationale. Créer un esprit de croisade, lors de la drôle de guerre, exigeait un autre gouvernement, une autre résolution et un autre passé. Les divisions politiques ne permettent pas avant mai 1940 un tel retournement. À défaut de fournir aux Français le supplément d'âme qui leur manquait, le Commissariat général a agi selon les désirs, de son véritable dirigeant : Daladier.

On sait aujourd'hui que le véritable responsable de la propagande française n'était pas

²⁶⁹ Crémieux-Brilhac, op.cit., p. 294.

Giraudoux, mais bel et bien Daladier. Orientée par celui-ci, elle s'avéra tantôt efficace, tantôt inefficace. Il est difficile de blâmer l'ancien président du Conseil pour la défaite morale de la France. La persistance des schémas mentaux, le prix non seulement en hommes mais également en richesse relié à la guerre de 1914-1918 ont amené une majorité de Français à vouloir éviter la guerre. Georges Clemenceau écrit en 1929 ces quelques lignes prophétiques :

On peut se demander si dans le cas d'une nouvelle agression, on trouverait chez le peuple français cette force morale dont il a fait preuve en 1914. Depuis dix ans, ses dirigeants l'on si bien chloroformé, lui ont si souvent répété que personne ne voulait plus de guerre et que, par conséquent, il n'y en aurait plus, qu'il a fini par le croire. Notre peuple, d'ailleurs, s'y est trop bien prêté. Je ne doute pas qu'il n'ait, au dernier moment, un sursaut de vaillance qui lui a si souvent réussi, mais au bord même du gouffre, le redressement ne peut s'accomplir sans pas dangereux.²⁷⁰

Si la propagande échoue c'est, en définitive, parce que, bien avant, la France ne sait entrevoir lucidement l'avenir. Qui oserait nier, écrit Roland Dorgelès peu après l'armistice de 1940 "[...] que tout le pays priaient pour que la vraie guerre, la guerre sanglante, n'éclatât pas ? (...) Que tous les Français jurent que, pour n'être pas vaincus, ils auraient accepté, comme en 14-18, de sacrifier quinze cent mille soldats !"²⁷¹. Daladier, homme de son temps, ne fait pas exception.

²⁷⁰ Georges Clemenceau, *Grandeur et misère d'une victoire*, Paris, Plon, 1930, p. 305.

²⁷¹ Roland Dorgelès dans Crémieux-Brilhac, *op.cit.*, p. 619.

Bibliographie

Sources

Documents d'archives

Archives nationales de France, Fonds Édouard Daladier, série 496AP.

Archives nationales de France, Fonds du Commissariat général à l'information, série F-41.

Fondation nationale des sciences politiques, Service des archives d'histoire contemporaine, Fonds Genébrier, série GE.

Mémoires et personnalité civiles

BENOIST-MÉCHIN, Jacques, Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident, Paris, Albin Michel, 1956, 542 p.

BEUCLER, André, Les instants de Giraudoux, nouv. éd., Paris, Le Castor astral, 1995, 270 p.

BLEUSTEIN-BLANCHET, Marcel, La rage de convaincre, Paris, Robert Laffont, 1970, 437 p.

CHAUTEMPS, Camille, Cahier secret de l'armistice, Paris, Plon, 1963, 330 p.

GAMELIN, Maurice Gustave, Servir, Paris, Plon, 1946-1947, 3 volumes.

GAULLE, Charles de, Mémoires de guerres, Paris, Plon, 1954, 4 volumes

GENÉBRIER, Roger, Septembre 1939, la France entre en guerre, Paris, Alta, 1982, 99 p.

GIRARD, Louis-Dominique, La guerre franco-française, Paris, Éditions André Bonne, 1950, 375 p.

GIRAUDOUX, Jean, Pleins Pouvoirs, Paris, Gallimard, 1939, 211 p.

GIRAUDOUX, Jean, De pleins pouvoirs à sans pouvoirs, nouv. éd., Paris, Julliard, 1994, 279 p.

KAMMERER, Albert, La vérité sur l'armistice, Paris, Édition Médecis, 1945, 577 p.

REYNAUD, Paul, La France a sauvé l'Europe tome I, Paris, Flammarion, 1947, 626 p.

Ouvrages de référence

BERSTEIN, Serge et Gisèle BERSTEIN, Dictionnaire historique de la France contemporaine Bruxelles, Éditions complexe, 1995, 820 p.

COUTY, Daniel et Jean-François SIRINELLI, Dictionnaire de l'histoire de France, Paris, Armand Colin, 1999, 2 volumes

GORDON, Bertram H., Historical Dictionary of World War II France, New York, Greenwood Press, 1998, 432 p.

HUTTON, Patrick H., Historical Dictionary of the Third French Republic, 1870-1940, New York, Greenwood Press, 1986, 2 volumes

LASSERRE, René, La France contemporaine : Guide bibliographie et thématique, 2e éd., Berlin, Niemeyer PUF, 1978, 743 p.

MASSON, Philippe, Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale, Paris, Larousse, 1979-1980, 2 volumes

SIRINELLI, Jean-François, Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle, 1ère édition, Paris, PUF, 1995, 1254 p.

WATTEL, Béatrice et Michel, Dictionnaire biographique de Français disparus ayant marqué le XXe siècle, Paris, Éditions Jacques Lafitte, 2005, 1980 p.

WHEAL, Elisabeth-Anne, Stephen POPE et James TAYLOR, A Dictionary of the Second World War, Bedrick Books, 1989, 541 p.

Bibliographie annuelle de l'histoire de France, CNRS, Paris, 2002, 1117 p.

Études

Généralités

AGULHON, Maurice, La France de 1914 à 1940, Paris, Nathan, 1974, 174 p.

BERSTEIN, Serge, Histoire de la France au XXe siècle (1930-1945), Bruxelles, Éditions complexe, 1991, 400 p.

DURAND, Yves, Histoire de la Deuxième Guerre mondiale, Paris, Éditions complexe, 1997, 988 p.

DURAND, Yves, Les causes de la Deuxième Guerre mondiale, Armand Colin, 1992, 143 p.

DURAND, Yves, La France dans la 2e Guerre mondiale 1939-1945, Paris, Armand Colin, 1989, 192 p.

FERRO, Marc, La Grande Guerre 1914-1918, nouv. éd., Paris, Gallimard, 1990, 412 p.

FOHLEN, Claude, La France de l'entre-deux-guerres (1917-1939), Bruxelles, Casterman, 1966, 226 p.

KENNEDY, Paul, Naissance et déclin des grandes puissances, Paris, Payot, 1989, 727 p.

MICHEL, Henri, La Seconde Guerre mondiale, nouv. éd., Paris, Omnibus, 2001, 977 p.

MICHEL, Henri, La 2eme Guerre mondiale commence, Bruxelles, Éditions complexe, 1980, 988 p.

MILZA, Pierre, Les relations internationales de 1918 à 1939, Paris, Armand Colin, 2003, 236 p.

MILZA, Pierre, De Versailles à Berlin 1919-1945, New York, Masson, 1980, 292 p.

MIQUEL, Pierre, La Seconde Guerre mondiale, Paris, Fayard, 1988, 651 p.

RENOUVIN, Pierre, Histoire des relations internationales III De 1871 à 1945, nouv. éd., Paris, Hachette, 1994, 998 p.

La IIIe République

AZEMA, Jean-Pierre et Michel, WINOCK, La IIIe République (1870-1940), nouv. éd., Paris, Calmann-Lévy, 1976, 393 p.

BONNEFOUS, Edouard, Histoire politique de la Troisième République T. VI Vers la guerre: Du front populaire à la conférence de Munich (1936-1938), Paris, Presses universitaires de France, 1965, 437 p.

BONNEFOUS, Edouard, Histoire politique de la Troisième République T. VII La course vers l'abîme : la fin de la IIIe république (1938-1940), Paris, Presses universitaires de France 1967, 447 p.

BOURDÉ, Guy, La défaite du Front populaire, Paris, François Maspero, 1977, 359 p.

CALEF, Henri, Le sabordage de la Troisième République, Paris, Perrin, 1988, 475 p.

CHASTENET, Jacques, Histoire de la III République déclin et chute, Paris, Hachette, 1962, 633 p.

DUBIEF, Henri, Le déclin de la IIIe République 1929-1938, Paris, Seuil, 1976, 250 p.

DU RÉAU, Élisabeth, Édouard Daladier 1884-1970, Paris, Fayard, 1993, 581 p.

NERE, Jacques, La Troisième République 1914-1940, Paris, Armand Colin, 1972, 192 p.

RAYMOND, René et Janine BOURDIN, Édouard Daladier chef de gouvernement, Paris Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1977, 320 p.

La gauche et la droite

BILIS, Michel, Socialistes et pacifistes 1933-1939, Paris, Syros, 1979, 372 p.

BURRIN, Philippe, La dérive fasciste, Doriot, Déat, Bergery 1933-1945, Paris, Seuil, 1986, 531 p.

COLTON, Joel, Léon Blum, New York, Alfred A. Knopf, 1966, 527 p.

DEFRASNE, Jean, Le pacifisme en France, Paris, PUF, 1994, 260 p.

DILOUDONNAT, Pierre-Marie, Je suis partout 1930-1944 Les maurrassiens devant la tentation fasciste, Paris, La Table Ronde, 1973, 469 p.

FAUVET, Jacques, Histoire du Parti communiste français 1920-1976, nouv. éd, Paris, Fayard, 1977, 596 p.

GOMBIN, Richard, Les socialistes et la guerre, Paris, Mouton & Co, 1970, 271 p.

GREILSAMMER, Ilan, Blum, Paris, Flammarion, 1996, 609 p.

JELÉN, Christian, Hitler ou Staline, le prix de la paix, Paris, Flammarion, 1988, 289 p.

LEFRANC, Georges, Le mouvement socialiste sous la Troisième République, tome 2 1920-1940, nouv. éd., Paris, Payot, 1977, 479 p.

MICHAUD, Charles A., The French Right and Nazi Germany 1933-1939, A Study of Public Opinion, New York, Octagon books inc., 1964, 247 p.

MILZA, Pierre, Fascisme français. Passé et Présent, Paris, Flammarion, 1987, 463 p.

MILZA, Pierre, Les fascismes, Paris, Seuil, 1991, 609 p.

RACINE, Nicole et Louis, BODIN, Le Parti communiste français pendant l'entre-deux-guerres, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1982, 310 p.

L'économie

KEMP, Tom, The French Economy 1913-39, The History of a Decline, New York, St. Martin's Press, 1972, 183 p.

MARSEILLE, Jacques et al., Puissance et faiblesse de la France industrielle XIXe-XXe siècle, Paris, Seuil, 1997, 623 p.

SAUVY, Alfred, Histoire économique de la France entre les deux guerres, sujets divers, conclusions et enseignements, bibliographie, nouv. éd., Paris, Fayard, 1984, 298 p.

SAUVY, Alfred, Histoire économique de la France, De l'Armistice à la dévaluation de la livre, Paris, Fayard, 1965, 564 p.

SAUVY, Alfred, Histoire économique de la France, De Pierre Laval à Paul Reynaud, Paris, Fayard, 1967, 626 p.

Vers la Guerre

ADAMTHWAITE, Anthony, Grandeur & Misery. France's Bid for Power in Europe 1914-1940, Londres, Arnold, 1995, 276 p.

ADAMTHWAITE, Anthony, France and the Coming of the Second World War, 1936-1939, Londres, F. Cass, 1977, 434 p.

AZEMA, Jean-Pierre, De Munich à la Libération 1938-1944, Paris, Seuil, 1979, 412 p.

BERSTEIN, Serge, La France des années 30, Paris, Armand Colin, 1988, 186 p.

BOURDIN, Janine et René, RAYMOND, La France et les Français en 1938-1939, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques, 1978, 365 p.

DUROSELLE, Jean-Baptiste, La décadence 1932-1939, Paris, Imprimerie nationale, 1979, 568 p.

FRANK, Robert, La hantise du déclin : le rang de la France en Europe, 1920-1960 : finances, défense et identité nationale, Paris, Belin, 1994, p. 42-46.

LABORIE, Pierre, Les Français des années troubles, Paris, Desclée de Brouwer, 2001, 266 p.

ROCOLLE, Pierre, La guerre de 1940 les illusions novembre 1918 - mai 1940, Paris, Armand Colin, 1990, 361 p.

ROWE, Vivian, The Great Wall of France. The Triumph of The Maginot Ligne, New York, G.P. Putnam's sons, 1959, 328 p.

Giraudoux et la propagande

AMAURY, Philippe, De l'information à la propagande d'État, les deux premières expériences d'un ministère de l'Information en France (1939-40, 1940-44), Paris, LGDJ, 1969, 874 p.

BÉLANGER, Claude et al., Histoire générale de la presse française : tome 3 de 1871 à 1940, Paris, PUF, 1972, 687 p.

BOUCHÉ, Camille, Jean Giraudoux Commissaire aux Informations, dans *Cahier de Jean Giraudoux et la diplomatie*, Paris, Bernard Grasset, 1984, 221 p.

BODY, Jacques, Jean Giraudoux, Paris, Gallimard, 2004, 934 p.

BODY, Jacques, Giraudoux et l'Allemagne, Paris, Publications de la Sorbonne, 1975, 520 p.

CAZENAVE, Élisabeth, Presse, radio et télévision en France : De 1631 à nos jours, Paris, Hachette, 1994, 253 p.

DUFAY, Philippe, Jean Giraudoux, Paris, Julliard, 1993, 508 p.

JOIRE, Jean, Propagande dans *Cahier de Jean Giraudoux et la diplomatie*, Paris, Bernard Grasset, 1984, 221 p.

Drôle de guerre

BEDARIDA, François, La stratégie secrète de la drôle de guerre, Paris, CNRS, 1979, 573 p.

BERRY, Madeleine, André Chamson, l'homme contre l'histoire, Paris, Fischbacher, 1977, 238 p.

FONVIEILLE-ALQUIER, François, Les Français dans la drôle de guerre 39-40, Paris, Robert Laffont, 1971, 471 p.

MICHEL, Henri, La drôle de guerre, Paris, Hachette, 1971, 319 p.

KRAKOVITCH, Raymond, Paul Reynaud : dans la tragédie de l'histoire, Paris, Tallandier, 1998, 502 p.

RICHER, Philippe, La drôle de guerre des français, 2 septembre 1939 - 10 mai 1940, Paris, Olivier Orban, 1990, 375 p.

ROSSI-LANDI, Guy, La drôle de guerre, Paris, Armand Colin, 1971, 248 p.

Mai-Juin 1940

AMOUREUX, Henri, Le 18 juin 1940, Paris, Fayard, 1964, 404 p.

AMOUREUX, Henri, Quarante millions de pétainistes, Paris, Robert Laffont, 1988, 573 p.

AMOUREUX, Henri, Pour en finir avec Vichy les oublis de la mémoire 1940, Paris, Robert Laffont, 1997, 539 p.

AZEMA, Jean-Pierre, 1940, l'année terrible, Paris, Seuil, 1990, 381 p.

CAU, Jean, Le choc de 1940, Paris, Fixot, 1990, 219 p.

CRÉMIEUX-BRILHAC, Jean-Louis, Les Français de l'an 40 tome I la guerre oui ou non ?, Paris, Gallimard, 1990, 747 p.

CRÉMIEUX-BRILHAC, Jean-Louis, Les Français de l'an 40 tome II ouvrier et soldats, Paris, Gallimard, 1990, 740 p.

DESTREMAU, Bernard, Weygand, Paris, Librairie académique Perrin, 1989, 842 p.

DE WAILLY, Henri, 1940 l'effondrement, Paris, Perrin, 2000, 410 p.

DUROSELLE, Jean-Baptiste, L'Abîme, Paris, Imprimerie nationale, 1982, 611 p.

GUNSBURG, Jeffery A., Divided and Conquered, The French High Command and the Defeat of the West, 1940, New York, Greenwood Press, 1979, 303 p.

HORNE, Alistair, To Lose a Battle, France 1940, Toronto, Little Brown and company, 1969, 647 p.

LE GOYET, Pierre, Le mystère Gamelin, Paris, Presses de la Cité, 1975, 379 p.

LOTTMAN, Herbert R., The Fall of Paris : June 1940, New York, Harper Collins, 1992, 430 p.

MYSYROWICZ, Ladislav, Autopsie d'une défaite origines et effondrement militaire français de 1940, Paris, l'Age d'Homme, 1973, 385 p.

PAILLOT, Claude, Le désastre de 1940 : La guerre immobile avril 1939 - 10 mai 1940, Paris, Robert Laffont, 1984, 469 p.

Articles de périodiques

Généralités

BARTOV, Omer, "Martyrs' Vengeance : Memory, Trauma and Fear of War in France, 1918-1940", Réflexions historiques, vol. 22, no 1, hiver 1996, p. 47-77.

HILDEBRAND, Klaus, "L'Allemagne et la France de 1936 à 1939", Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et des conflits contemporains, no 115, juillet 1979, p. 89-94.

YOUNG, Robert J., "Preparations for Defeat : French War Doctrine in the Inter-War Period", Journal of European Studies, vol. 2, no 2, juin 1972, p. 155-172.

La IIIe République

DU REAU, Elisabeth, "L'information du "décideur" et l'élaboration de la décision diplomatique française dans les dernières années de la IIIe République", Relations internationales, no 32, hiver 1982, p. 525-541.

La gauche et la droite

BURRIN, Philippe, "La France dans le champ magnétique des fascismes", Le Débat, no 32, 1984, p. 52-73.

LEFRANC, George, "Le Front populaire", L'information historique, no 4, septembre-octobre 1979, p. 179-185.

HERZSTEIN, R.E., "Le nazisme et la France (1939-42) : population et racisme", Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et des conflits contemporains, no 115, juillet 1979, p. 1-25.

MOCH, Jules, "Naissance et croissance du Front populaire", La revue socialiste, no 194, juin 1966, p. 1-59.

RENAUDEAU, Pierre-Marc, "La tentation pacifiste : De la France des années 30 à l'Allemagne des années 80", Le Débat, no 32, 1984, p. 73-93.

STERNHELL, Zeev, "Sur le fascisme et sa variante française", Le Débat, no 32, 1984, p. 28-52.

WINOCK, Michel, "Fascisme à la française ou fascisme introuvable ?", Le Débat, no 25, mai 1983, p. 35-45.

L'économie

BOUDOT, François, "Sur les problèmes du financement de la Défense nationale (1936-1940)", Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et des conflits contemporains, vol. 21, janvier 1971, p. 49-72.

Vers la guerre

DU REAU, Elisabeth, "Enjeux stratégiques et redéploiement diplomatique français : novembre 1938, septembre 1939", Relations internationales, no 35, automne 1983, p. 319-335.

Giraudoux et propagande

DELPORTE, Christian, "Image et représentation : Xénophobie et antisémitisme dans le dessin de presse français (1914-1944)", L'information historique, vol. 54, no 3, 1992, p. 96-106.

DURANDIN, Guy, L'information, la désinformation et la réalité, Paris, PUF, 1993, 296 p.

MÉGRET, Maurice, "Les origines de la propagande de guerre française : Du service Général de l'Information au Commissariat général à l'Information (1927-1940)", Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et des conflits contemporains, no. 41, janvier 1961, p. 1-27.

Drôle de guerre

FINK, Carole, "Marc Bloch and the Drôle de Guerre : Prelude to 'Strange Defeat'", Réflexions historiques, vol. 22, no 1, hiver 1996, p. 33-47.

SHAMIR, Haim, "The Drôle de Guerre and French Public Opinion", Journal of Contemporary History, vol. II, janvier 1976, p. 129-143.

Mai-Juin 1940

DU RÉAU, Élisabeth, "Edouard Daladier : La conduite de la guerre et les prémices de la défaite", Réflexions historiques, vol. 22, no 1, hiver 1996, p. 91-117.

IRVINE, William D., "Domestic Politics and the Fall of France in 1940", Réflexions historiques, vol. 22, no 1, hivers 1996, p. 77-91.

JORDAN, Nicole, "Strategy and Scapegoatism : Reflexions on the French National Catastrophe, 1940", Réflexions historiques, vol. 22, no 1, hiver 1996, p. 11-33.

MARTEL, André, "La doctrine française de contre-offensive à l'épreuve de la Deuxième Guerre mondiale", Relations internationales, no 35, automne 1983, p. 337-357.

STOLFI, R.H.S., "Equipment for Victory in France 1940", History, vol. 55, no 183, janvier 1970, p. 1-20.